

CRISE DES THEORIES DU DEVELOPPEMENT  
ET CONSEQUENCES POUR L'I.R.A.M.

-----  
Journées d'étude des 12 et 13 Septembre 1986

S O M M A I R E

	<u>Page</u>
AVANT-PROPOS	3
INTRODUCTION	4
Pourquoi avoir choisi un tel thème cette année ?	
I - DEBAT GENERAL OU IL S'AVERE QUE LA REFLEXION THEORIQUE EST UN BESOIN PARTAGE	6
(Ce débat a suivi la présentation par les différents auteurs des textes figurant en annexe.)	
II - A PROPOS DES POLITIQUES AGRICOLES	16
(A l'instar des trois chapitres suivants, celui-ci reprend le compte rendu d'un groupe de travail et la discussion qui l'a suivi.)	
III - A PROPOS DE L'ECHEC DES MODELES DE "GAUCHE"	21
IV - A PROPOS DES ACTEURS SOCIAUX	27
V - ROLE ET PLACE DE LA THEORIE	31
CONCLUSION	37
VERS LES TRENTE ANS DE L'IRAM	

Les paroles des anciens...

Que retient-on pour l'an prochain ?

o

o

o

(-) N N E X E S

---

- Contribution d'André GUICHAOUA
  
- Document de travail Marc DUFUMIER
  
- Crise des théories du développement et ses conséquences pour l'IRAM. Dominique GENTIL
  
- Remarques complémentaires pour en finir avec le "développement" Dominique GENTIL
  
- A propos des théories sur le développement. André MARTY

o

o

o

AVANT PROPOS

L'enregistrement des débats de la session des 12 et 13 Septembre 1986 ayant pu faire l'objet d'un traitement par Annette CORREZE, c'est l'essentiel de celui-ci, légèrement remis en forme par André MARTY, qui est présenté en guise de compte rendu.

Le texte apparaîtra donc moins condensé et moins synthétique que les précédents, mais il gagnera, nous l'espérons, en chaleur humaine et en fidélité au vécu des débats... jugés foisonnants par certains....

o

o

o

La prise de parole par un nouvel intervenant est indiquée par un astérisque (\*).

## I N T R O D U C T I O N

### POURQUOI AVOIR CHOISI UN TEL THEME CETTE ANNEE ?

Les années précédentes, on essayait de faire des journées d'étude sur des pratiques concrètes. Et puis, l'an passé, une question a surgi : comment l'IRAM se situe-t-il par rapport aux grands débats théoriques sur le développement auto-centré, le libéralisme, etc...? Intérêt d'un recul et de se situer par rapport à la crise du développement et aux nouvelles manifestations idéologiques sur ce thème.

Conscience DES RISQUES : le premier, c'est que les gens soient renforcés dans l'image que l'IRAM, c'est des intellos fumeux, qui travaillent sur les grandes réflexions, mais qui sont incapables d'augmenter la production du riz ou des haricots. D'autres ont écrit en disant qu'ils étaient déçus du choix parce qu'il y a suffisamment de problèmes réels et concrets actuellement pour considérer le choix du thème comme secondaire. Il y aura nos amis africains qui nous diront peut-être que c'est encore une nouvelle vision occidentalocentriste et qu'il serait préférable de laisser la construction théorique aux gens du tiers-monde. Il y aura peut-être des gens qui s'apercevront qu'en prenant ce thème on va peut-être sortir du non-dit, expliciter nos conceptions, et voir apparaître un certain nombre de contradictions et, alors que certains pouvaient croire que l'IRAM avait une position claire, des options bien nettes, on va s'apercevoir qu'il y a peut-être un magma théorique à l'IRAM et dans les cercles concentriques voisins. Il y aura peut-être les purs et durs de l'ancien temps qui se souviendront des débats idéologiques très durs et intenses des années 70 entre, notamment, les gens qui travaillaient en Amérique Latine sur les Réformes Agraires et qui étaient très orientés par le marxisme, et puis ceux qui travaillaient en Afrique ; il y avait des chocs assez nets, tous ceux qui travaillaient en Afrique étaient par définition d'affreux réformistes centristes, et les autres étaient des révolutionnaires ; donc on a eu des débats assez passionnés, et ceux qui sont nostalgiques de cette période auront certainement l'impression que l'IRAM est devenu bien sage, bien réformiste, bien empirique, qu'il y a une dérive très claire de notre travail. Le dernier risque est, le sujet étant un peu difficile, un peu général, un peu complexe, que rien ne sorte de concret, qu'on reste dans le vague et que peut-être ces journées d'étude ne serviront pas à grand chose.

Il faut être conscient des risques et les assumer sans complexe. On prend ce risque parce qu'on pense que ce débat est important, on pense que surtout pour les praticiens, la réflexion théorique est indispensable. Il ne faut pas que le mot théorie gêne qui que ce soit. La théorie c'est savoir prendre du recul par rapport à ce qu'on fait et être capable d'organiser sa pensée. Il faut bien savoir que si on n'a pas de réflexion théorique, on est soumis totalement aux idées dominantes, aux modes et

du coup, on voit ce qu'on observe depuis quelques années dans les instances du développement, le passage brutal du marxisme au libéralisme le plus effréné ; ceux qui encensaient les projets en considérant que c'était la seule solution et puis maintenant disent ça ne vaut plus rien ; c'est la planification, les politiques agricoles ; ceux qui croyaient que les grands projets ne servent à rien et que la solution, c'est les ONG : c'est la version début 1981. Après, on est passé par : la solution c'est la coopération décentralisée ; pour d'autres, pas de salut en dehors des organisations professionnelles, les gens spécialistes du développement ont fait la preuve de leur incapacité, de leur incompetence, et c'est seulement les milieux professionnels français qui sont la solution...

Si on ne prend pas le temps d'avoir un peu de recul, de réfléchir à ce qu'on fait, de construire sa réflexion, on est dans l'empirisme mou et soumis aux idées dominantes.

En ouvrant ces journées d'étude, il y a une chose sur laquelle il faut être bien conscient et bien clair entre nous : c'est justement que la théorie ne doit pas être réservée aux intellectuels. Qu'il n'y a pas de gens qui sont chargés de faire des papiers - même si malheureusement les papiers qui vous sont envoyés sont ceux sortant des mêmes plumes - les gens qui ont des statuts para-universitaires, qui écrivent des livres, etc..., alors qu'on avait fait un appel pour que tout le monde prenne sa plume et théorise. Les praticiens ont, tout autant que les "intellectuels", le devoir et le droit de s'exprimer et de réfléchir sur la théorie, puisque celle-ci doit s'enraciner dans des pratiques.

Ce qu'on espère de ces journées, c'est qu'on soit plus capable de mieux comprendre dans quel sens on agit, ce que l'on fait, et, en définitive, d'avoir des pratiques plus appropriées aux situations. Finalement, nous faisons un pari un peu risqué qu'il est nécessaire et indispensable que périodiquement des gens qui sont sur le terrain, ou chargés de pratiques concrètes, puissent avoir l'occasion de réfléchir."

## I - DEBAT GENERAL OU IL S'AVERE QUE LA REFLEXION THEORIQUE EST UN BESOIN PARTAGE

\* Le rôle que peut jouer un organisme de financement auprès de ses partenaires, sur le plan français (Ministère des Finances, Ministère de la Coopération), au niveau des Etats et des paysanneries du Tiers-Monde, avec la Banque Mondiale, n'est pas négligeable. Les occasions de débats ne manquent pas.

C'est le cas avec la Banque Mondiale : Nous leur avons dit : il y a une crise du développement rural. Comment attaque-t-on cette crise ? Nous ne sommes pas d'accord sur votre manière, dans certains cas, de réactiver de gros appareils de développement sur le terrain en faisant croire aux responsables africains que parce qu'on leur refait du système "méthode, formation et visites", tous les appareils de vulgarisation vont fonctionner merveilleusement, la production va augmenter, etc.... Nous sommes en train de travailler avec eux sur les problèmes de l'environnement socio-économique et les problèmes fonciers ; car, en Afrique, comment sécuriser le foncier, par exemple sur des périmètres hydro-agricoles, mais également, si la densité de population augmente, et qu'il doit y avoir intensification, est-ce qu'on va arriver à une sécurité foncière ?

Nous sommes surtout en train de nous poser des questions avec eux sur ce que DUMONT abordait, de façon à mon avis très bonne, quand il disait que finalement on dit à tous les pays il faut exporter, mais comment ces pays, qui sont souvent moins productifs, moins bien organisés, vont-ils pouvoir exporter sur un marché mondial très encombré, où il y a une tendance à la baisse des produits et où les pays développés peuvent subventionner, alors que ces pays africains sont complètement fauchés, n'ont pas d'argent pour subventionner. Et actuellement, la crise du coton est un exemple très intéressant, où on se pose la question : sera-t-on obligé de subventionner en masse les agricultures africaines ? 100 milliards l'année dernière de déficit des filières coton dans les pays d'Afrique francophone, sans doute 300 milliards cette année, cela nous pose des questions, et je crois que finalement, ce qui nous oblige le plus à bouger actuellement, c'est la crise.

Là où en ce moment, au niveau de notre division, on a une certaine réflexion, c'est sur ces problèmes de marchés. Et, un petit peu comme Dufumier, on est à la fois pour dire il faut qu'il y ait une certaine protection, mais cette protection doit être au niveau des Etats et au niveau inter-régional, puisqu'en Afrique de l'Ouest on a la chance d'avoir une monnaie CFA qui est une monnaie commune, mais, en même temps, à l'intérieur de l'espace protégé national ou régional, les politiques

agricoles africaines devraient s'appuyer sur la mise en oeuvre de mécanismes relevant de l'économie libérale, seuls susceptibles de susciter les initiatives privées et de favoriser la diversification des activités en milieu rural. Tout le difficile étant la mise au point du rôle de régulation des Etats, Etats qui sont bien entendu beaucoup trop dépendants, du fait qu'il sont à la merci du financement extérieur.

Avec la Banque Mondiale, nous risquons aussi d'avoir un débat de fond sur les problèmes monétaires, car la Banque Mondiale est partisane d'une certaine dévaluation du franc CFA pour faciliter les exportations.

Voilà un peu le contexte dans lequel on travaille, qui nous amène à demander une collaboration avec les personnes qui réfléchissent, et qui ont une pratique, et les points sur lesquels, personnellement, je suis le plus demandeur, c'est déjà au niveau de la compréhension des problèmes de développement. Un des derniers livres qui m'a frappé, c'était le livre de GOUROU qui s'appelait "Terres de bonne espérance, le monde tropical", où GOUROU montrait qu'à son avis, il y avait des facteurs importants dans l'Asie, dans les deltas asiatiques où il avait pu y avoir développement, qu'on ne retrouverait pas dans l'Afrique tropicale. Et un des éléments pour lui fondamental, c'est ce qu'il appelle le cadre dans lequel les activités et les échanges peuvent se développer. Est-ce qu'il n'y a pas le "cadre" qu'il faut en Afrique, et qu'est-ce que peut être ce "cadre" d'échanges, d'activités, est-ce que c'est lié aux problèmes de densité de population, plus au fait que l'Afrique a été plus tard dans un courant d'échanges culturels, je n'en sais rien.

Autre type de réflexion qui m'amène à me poser des questions, c'est celle de BELLONCLE : l'Afrique a des atouts, par exemple le fait que la palabre permet d'avoir des décisions conjointes. Est-ce que, d'un point de vue culturel, le système communautaire africain a des atouts par rapport à l'individualisme occidental (cf les évolutions religieuses). Il y a pas mal de choses, à mon avis, au niveau culturel, qui sont importantes pour comprendre ce qui se passe.

Là où on est demandeur aussi, c'est disons sur tous les problèmes de terrain : comment se font sur le terrain, dans de petites régions, dans les villages, l'accumulation de l'épargne, la diversification, qui font que peu à peu les échanges se développent et qu'on peut dire qu'il y a un certain développement, même si le terme est bien difficile à définir.

On est aussi demandeur au niveau de l'avenir de la coopération. Ce mot est usé; maintenant, on n'en a pas d'autre. Mais finalement sur quoi peuvent porter des échanges valables, basés sur des intérêts réciproques et sur le fait qu'on se retrouve entre interlocuteurs qui, étant

culturellement bien définis, ayant retrouvé un certain équilibre pour voir d'où on vient, pour avoir des visions où on va, capables donc humblement de s'écouter et, surtout maintenant, on attend d'écouter un peu ce que les africains, eux qui ont à faire leur développement, souhaitent faire.

\* La théorie, c'est ce qui guide un certain nombre de décisions politiques,... c'est aussi ce qui oriente la demande...

Je crois que ce qui est en train de changer en matière de théorie, c'est ce qu'on pourrait appeler le mode de production des théories. Je dirai que l'on est passé d'un mode artisanal à un mode industriel, mode artisanal qui était caractérisé par un rapport que l'on connaît bien, de maître à compagnon, et dont l'archétype est le mode de fonctionnement de l'université française ou de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, avec tout ce que ça veut dire en termes d'écoles et de conscience d'école, pour éviter qu'il n'y ait trop de crocodiles dans le marigot, et, je dirais, industriel, parce que, à la fois, ce qui est important aujourd'hui c'est de simplifier au maximum les théories, donc la théorie, on la cristallise autour d'idées simples, voire simplistes, comme l'opposition entre société civile et Etat, et industriel aussi parce que l'étiquetage devient aussi important que le contenu. Et c'est important, ça, parce qu'il y a beaucoup de références explicites ou implicites à la campagne "Liberté sans frontières" et tout ce qu'il y avait autour, et il ne faut pas oublier tout ce qui est autour, c'est-à-dire à la fois un certain type d'intervention médiatique, mais aussi derrière ça un certain type de captage de la demande de charité, ce qu'on appelle "charité business", et donc par rapport à ça, l'étiquetage est important. Ce qui me paraît aussi important par rapport à ce mode de production, c'est son mode de consommation : il est de plus en plus rapide. Alors moi je ne parlerai pas trop du succès actuel du libéralisme, parce que je suis prêt à faire le pari qu'il ne va pas mettre longtemps à se diluer dans le magma idéologique ambiant. Alors pour revenir aussi sur ce qu'on pourrait appeler la critique de nos attitudes théoriques, j'avais envie de dire deux choses. Il y a deux travers qui nous guettent sans arrêt, et je crois qu'ils ne sont pas absents des débats qui ont eu lieu ce matin, je crois qu'on a trop de mauvaises habitudes dans ce domaine, c'est d'abord le travers de l'explication mono-causale, et ensuite le travers du manichéisme théorique.

L'explication mono-causale, c'est , notamment pour le marxisme, mais aussi pour le libéralisme, l'idée qu'il y a une cause dernière qui explique le monde. Et le marxisme est toujours menacé par cette espèce d'incongruité que l'économique est déterminant en dernière instance. Je crois que c'est là-dessus que je divergerais assez de ce qui a été dit tout à l'heure sur l'échange inégal ; autant je pense que l'échange inégal est une réalité, autant je pense que les rapports entre les nations, les rapports mondiaux, sont un jeu plus complexe, dans lequel l'échange inégal n'est qu'une des règles du jeu, règle du jeu qui

se modifie vite. De plus, le capital n'est pas d'abord un acteur, mais une logique, et une des logiques qui sont à l'oeuvre, je rattache ça à ce que dit Braudel, notamment sur le passage du marché au capitalisme, c'est-à-dire qu'il n'identifie pas le marché au capitalisme, et le capitalisme au fait qu'un certain nombre d'acteurs sont capables de profiter des segmentations sur le marché.

C'est le jeu qui se déroule aujourd'hui autour de la dette, qui s'apparente tout autant au jeu autour de la dissuasion nucléaire, c'est-à-dire des effets de peur et de dissuasion réciproques, qu'à un jeu de type économique. Je crois qu'il y a une notion d'acteurs qui a été dite par plusieurs, et, à travers elle, celle de jeu entre ces acteurs, qui me paraît importante à introduire dans les théories.

Et puis manichéisme théorique, et je dis cela parce que je voudrais réagir par rapport à une espèce de positionnement systématique par rapport au libéralisme. Les choses me paraissent loin d'être aussi simples, et les théories se combinent. Il faut quand même rappeler - on a parlé du libéralisme et de la société civile - qu'une des lois les plus libérales de la révolution française, c'est la loi Le Chapelier, qui supprime les corporations et qui justement supprime tout moyen pour les sociétés civiles de s'exprimer. Or il y a une convergence en ce moment entre les libéraux et les autogestionnaires sur ce thème là. Ça me paraît intéressant à noter, et peut-être à relativiser. Pareil, on a fait des références à Keynes, Keynes n'est pas particulièrement un libéral.....

Il me semble, pour terminer, qu'il y a un enjeu théorique important pour l'heure - vu de ma fenêtre - c'est l'articulation du court terme et du long terme. Je crois que le problème de la dette nous oblige à prendre ce problème-là.

Effectivement, parmi les gens qui gèrent la dette, le court terme, au FMI, à la Banque Mondiale, il y a des gens qui sont capables de comprendre que la façon de gérer la dette crée un certain nombre de catastrophes sociales, mais en même temps, ils sont dans un système de contraintes qui les oblige à faire cela. Et je crois que là, il y a une réflexion théorique à reprendre parce que peut-être toute la réflexion théorique de courants, comme celui que représente l'IRAM, s'est trop attachée aux structures, et, à travers les structures, au long terme, sur ce qu'on a appelé la diachronie, c'est-à-dire le fait qu'il y a un projet et il y a un chemin, et que par rapport à un certain nombre de contraintes, et bien il faut essayer de trouver ce chemin. Et je crois que le chemin, ça a une dimension de type économique, mais ça a aussi une dimension de type politique. Ce qui est en train de se passer, par exemple, dans de nombreux pays, c'est la faillite de tout système de planification. Or, l'Etat est obligé d'avoir une politique de régulation conjoncturelle, et de sauver au maximum les meubles. Mais il serait intéressant de s'interroger sur le rôle de l'Etat dans ces pays-là ; c'est

peut-être quelque chose qu'on a un peu oublié, qui dépasse seulement la reproduction d'un certain nombre de couches sociales, et puis c'est aussi le rôle des instances de représentation de faire pression sur l'Etat. Ça, c'est une dimension essentiellement politique de l'action.

\* Je me demande si depuis le début, on ne confond pas crise de la théorie du développement avec crise des idéologies du développement. Il me semble que tout ce qu'on vient de voir, finalement, c'est la crise des idéologies du développement, et je ne pense pas pour mon compte que la théorie du développement se porte mal. Je trouve même qu'elle se porte bien mieux qu'il y a quelques années où beaucoup de certitudes étaient endossées allègrement par beaucoup d'acteurs, les développementistes, les partisans purs et durs du développement auto-centré, les marxistes convaincus du développement, du sous-développement, etc.... Moi, j'ai l'impression qu'actuellement, au contraire, il y a une richesse de la théorie du développement qui n'apparaît pas dans les écrits, qui n'apparaît pas dans les productions des têtes doctes de l'université, mais cela ne veut pas dire que la théorie du développement soit en crise, il faut voir ce qui se passe actuellement dans certains pays qui ont réussi justement à dépasser le stade de l'idéologie du développement, pour prendre en compte les contradictions dans lesquelles ils se trouvent et qui sont en train, je crois, personnellement, de tirer leur épingle du jeu. Voyons la Chine, et le développement considérable de la production agricole, à partir du moment où ils ont fait leur deuil et une critique très forte des échecs de leur révolution culturelle, qui était quoi, sinon un développement auto-centré pur et dur, avec l'exemple monstrueux du Cambodge.

Voyons la Chine, comment elle se débrouille actuellement, comment elle crée des zones économiques spéciales, servant de tampons et de moyens de pompage des technologies occidentales, tout en maintenant son orientation dans le cadre du Plan. Voyons le Brésil : il prend des mesures protectionnistes. Vous pouvez vous y atteler si vous voulez vous implanter au Brésil. On accepte bien les capitaux, mais on n'accepte pas de dépendance par rapport aux pays européens, ou disons aux grands pays industrialisés. Même le Maroc, actuellement, prend des mesures protectionnistes, tant en matière agricole qu'en matière industrielle. Donc actuellement, je crois que les pays du Tiers-Monde, puisqu'il faut encore les appeler comme ça, sont en train de faire la théorie. Le fait qu'elle ne soit pas écrite ne signifie pas qu'elle n'existe pas.

\* Je voudrais réagir un petit peu contre l'approche théorique des théories. Je suis d'accord sur la phrase de Darwin : "Il n'y a pas d'observation sans théorie", si l'on implique immédiatement : "Il n'y a pas de théorie sans observation." Depuis 30 ans on a pris une mine d'observations qui n'est pas véritablement exploitée. Il y a 30 ans on parlait de modèles qui se sont tous cassés la figure, on pourrait peut être essayé d'avantage à l'heure actuelle de partir, non pas d'une théorie et de modèles, mais précisément de la réalité historique de ces 30 dernières années, et dans une approche qui soit finalement plus expérimentale et plus synchrétique, c'est-à-dire prenant en compte le milieu local.

Autre remarque, la BIRD prône finalement une sorte de mise sous tutelle des gouvernements des pays ; on affirme bien sûr leur souveraineté, mais on dit : pour qu'ils puissent vraiment assumer leur souveraineté, il faut qu'ils soient assistés par les experts de la Banque Mondiale et puis que les bailleurs de fonds, de l'autre côté, soient également coordonnés par la Banque Mondiale, et à ce moment là, tout ira bien. Le seul ennui de cette histoire, c'est que finalement les diagnostics de la Banque Mondiale partent effectivement du modèle idéologique libéral, et d'une économétrie reposant sur des données très largement fausses, et ne prenant pas en compte l'ensemble des problèmes, les dimensions sociologiques, politiques. Et on s'achemine là encore vers une situation qui, à mon sens, serait quand même assez unique dans l'histoire mondiale, où on aurait une sorte de dictature technocratique à l'état pur, parce que précisément dans l'état de développement actuel où est l'Afrique, il n'y a pas tout ce dialogue, toutes ces pressions sociales, politiques, qui peuvent, d'une façon ou d'une autre, contrer le jeu des technocrates.

Comment concevoir la protection des économies agricoles du Tiers-Monde face à la surproduction ?... En tant que paysans français, ce problème de crise économique, on le vit également en Europe.... Voyageant d'un pays à l'autre, je suis très pessimiste et je vois mal les mesures qui peuvent être appliquées à l'échelon de petits pays. On les voit déjà mal en France où la CEE n'arrive plus à assurer le soutien de ses agriculteurs ; même au niveau américain, Reagan a été obligé de faire une marche arrière idéologique terrible et d'assurer un protectionnisme de son agriculture, c'est énorme. Or tout ça a une cause qui est liée au progrès technique. On doit réinsister sur le problème : on a tellement accru la productivité du travail en agriculture depuis 30 ou 40 ans, que l'on s'achemine vers des systèmes où 1/2 % de la population d'un pays, en adoptant des techniques sophistiquées, peut nourrir l'ensemble du pays et exporter ; c'est le cas des U.S.A., qui est la première puissance exportatrice en produits agricoles. En allant plus loin, on peut se rendre compte qu'en prenant les terres les mieux situées du monde : bassin parisien, pampa argentine, etc... un million d'agriculteurs, avec des moyens sophistiqués, peuvent produire toutes les matières premières nécessaires au fonctionnement de l'économie agricole mondiale. Et si on projette un peu en avant, on peut dire : les petits paysans qu'on défend tous à peu près ici, ils peuvent être marginalisés très vite comme l'ont été les artisans dans les campagnes, partout dans le monde.

Les artisans ont disparu même dans les campagnes africaines, il reste bien quelques forgerons, mais il ne reste plus toute la richesse de l'artisanat traditionnel, qui a presque partout disparu. Ca disparaît dans nos campagnes, ça disparaît dans les leurs. Et c'est normal que

des paysans qui n'ont pas eu de progrès de productivité ou des progrès relativement faibles ne puissent pas tenir le coup face aux immenses progrès et aux réserves de progrès que nous avons encore dans les pays dits développés et enclaves ou secteurs favorisés du fait de la rente foncière dans les pays tropicaux également. Je sais que quand je produis du tournesol, je suis 100 fois plus productif que le paysan africain qui produit de l'arachide. Avec l'huile de palme, la différence est beaucoup moins nette. Quand on fait des céréales en France, entre 60 à 90 quintaux, on est 100 à 200 fois plus productif que les paysans du Tiers-Monde.

Le problème, c'est qu'on a une réserve de productivité encore en nous, et que donc on peut, avec moins d'1/2% des paysans, - je pense aux projections à l'an 2000 - fournir autant de matières premières que ce qu'on fournit actuellement, et le problème énorme est un problème social. Qu'est-ce qu'on va faire des autres paysans ? Actuellement, la baisse des coûts est en train de toucher la fin. La baisse du prix des céréales, de 20 % environ depuis 2 ou 3 ans, marginalise des régions entières en France. Je prends le cas de certaines terres en Indre et Loire, eh bien les paysans n'ont plus de solution, n'ont plus de système de production, ils se retrouvent exactement dans la même situation que les pays du Tiers-Monde, ils ne peuvent plus être compétitifs. Il faut envisager un protectionnisme à l'échelle des régions et à l'échelle des pays. Mais c'est un protectionnisme qui coûte très cher à la société. Il faut donc avoir dégagé des autres secteurs économiques des ressources suffisantes pour continuer à alimenter les paysans, et ce n'est pas simple. Dans un pays comme le Sénégal (ou un autre pays du Sahel), de quelles ressources va-t-il dégager - s'il n'a pas d'exportations comme le Niger encore, où il y a de l'uranium - de quel secteur économique va-t-il dégager les ressources qui lui permettront de mener une politique protectionniste efficace, moi je vois très mal. Certains pays le peuvent, mais la majorité ne le peut pas. Mon analyse est fondamentalement pessimiste, et je crois qu'on sous-estime, par rapport aux différentes théories qui ont été évoquées, l'effet économique tout seul : je ne vois pas du tout comment un paysan au Sahel qui cultive 2 ha et à 10 quintaux par an, va pouvoir être compétitif pour résister aux excédents qu'il y a actuellement sur les marchés mondiaux, et je ne vois même pas comment les cadres qui gèrent le développement du pays vont pouvoir imposer aux gens des villes de surpayer le prix de leurs paysans, étant donné qu'eux-mêmes n'ont pas les ressources pour payer à leur "juste" prix les aliments qui viennent des campagnes.

Ca c'est passé il y a 50 ans chez nous, mais la main-d'oeuvre que le progrès technique sortait des campagnes était intégrée au circuit économique industriel, il y avait de l'emploi. Actuellement, je vois un chiffre de 1 à 2 milliards d'hommes qui vivent dans les campagnes, je vois mal quelle solution on peut leur proposer.

\* Au niveau européen, et c'est pour ça que ça nous intéresse d'échanger avec des gens qui travaillent ici sur les problèmes de développement en France, on voit bien qu'il y a eu des politiques il y a 10, 15 ans, et encore aujourd'hui, reprise par les organisations professionnelles agricoles, pour l'agriculture rentable, économique, je dirais la zone CMDT du Mali, et puis le reste des paysans pour lesquels on met sur pied une agriculture sociale, donc la paysannerie inutile, qu'il faut garder dans les montagnes, pour un équilibre dans la nature.

\* En fait, c'est une crise de civilisation, parce qu'on est arrivé à un niveau de développement mondial de l'économie, des échanges, de l'information, d'un fonctionnement de la civilisation qui est tel, avec les avancées de la productivité signalées - ce qu'on dit au niveau du monde rural, c'est la même chose qu'on retrouve au niveau du monde industriel - c'est-à-dire que maintenant la productivité est telle (il y a des usines qui fonctionnent pratiquement sans intervention humaine), donc le problème, effectivement, devient de plus en plus social : comment est-ce qu'on va répondre à cette réorganisation nécessaire de la société autour, à la fois, de ce pôle de développement de la productivité, et d'une réalité sociale, au niveau urbain ou rural, qui en est à des niveaux de tels décalages ?

On revient au problème social. Comment est-ce qu'on va résoudre ces problèmes-là ? Derrière toutes les crises qu'on ressent partout, les incertitudes, c'est que finalement on est à un tournant, on entre dans une nouvelle époque de civilisation, avec tout ce que ça représente de bouleversements. Ça c'est la tendance générale : après, il faut revenir sur le terrain, et remettre l'accent sur les acteurs. Ça a été peut-être, aux débuts de l'IRAM, cette grande question là qui a été fondamentale.

\* Je voudrais dire simplement qu'effectivement, nous avons en France un problème un peu similaire. On l'a dit abondamment, et les agriculteurs qui sont là le savent bien, on retrouve en France une différence de productivité importante. Sur le plan théorique et sur le plan idéologique, il me semble qu'en France actuellement on assiste un peu à deux écoles de pensée différentes. Il y en a une qui continue à travailler sur le plan économique comme on a toujours fait, alors on appelle ça libéralisme, recherche de productivité, concurrence internationale, etc... c'est le même principe, c'est-à-dire centralisation des hommes, des capitaux, des compétences, c'est le centre dans toute sa splendeur et on pousse un secteur de productivité qui nous permet de figurer parmi les nations avancées et riches, et puis on essaie de se débrouiller avec le reste, c'est-à-dire que si ça nous sort un surplus de capital important, eh bien socialement, on va calmer les problèmes que tout ceci va engendrer. Et puis, il y a une deuxième façon d'aborder les choses, mais qui me semble pour l'instant encore assez dans l'enfance, et qui a grand besoin d'un renfort intellectuel, qui pour l'instant fait cruellement défaut. C'est tout ce qui navigue autour

du développement local. Quelle est la différence fondamentale ? Dans tous les calculs et dans toutes les théories du 1er groupe, c'est effectivement un jeu économique pur et dur, qui ne tient compte que de ce que traditionnellement l'économie fait entrer dans ses théories. Dans la 2è, on se dit : on ne peut pas envisager l'économie en soi, l'économie pure, séparée du reste. On arrive à des impasses qui, sur le plan social, sur le plan de l'environnement, vont aboutir à de telles catastrophes qu'on ne peut pas s'en tenir là. Donc, quand on fait un calcul économique quelconque, il faut y faire entrer également les éléments de coûts sociaux, de coûts de dégradation de l'environnement, et à ce moment, le calcul qu'on pratique devient complètement différent. Et dans la réalité on voit quand même, ici et là, des choses qui se mettent en place, de cette façon.

Je prends par exemple certains pays ruraux en France, où si on fait un calcul économique strict, on ne peut plus implanter d'agriculteurs. Il y a cependant des pays où, si on n'implante plus de jeunes agriculteurs, ça veut dire l'occupation du territoire, on ne sait pas comment on va l'assurer ; ça veut dire un environnement de population qui fait qu'on ne peut même plus faire de tourisme, parce que les touristes n'ont aucune envie d'arriver dans un désert où il n'y a rien ; ça veut dire que si on quitte l'agriculture, progressivement, tous les autres secteurs vont être vidés ; c'est-à-dire que ce qui reste comme commerces, comme services, vont disparaître, et donc il faut trouver les moyens d'implanter des gens, même dans des conditions économiques qui, normalement, ne sont pas minimales.

On finit pas trouver un certain nombre de solutions, par trouver des jeunes agriculteurs qui essaient d'abord d'avoir une productivité sur des bases tout à fait différentes, en particulier en réduisant tous les coûts qui entrent dans l'exploitation, on essaie de créer un environnement qui fait qu'on rattrape sur le plan social ce qu'on perd sur le plan économique, on essaie de trouver des solutions en faisant entrer tous les éléments possibles de décision. Mais je dois dire que les économistes, pour l'instant, s'en fichent, quand ils ne s'en fichent pas, ils trouvent des solutions tellement cocasses que c'est inefficace ; mais je dois signaler que sur le plan de la recherche, il y a là un gouffre béant. Tous les organismes et capitaux de recherche s'investissent évidemment sur l'idéologie ambiante, c'est-à-dire sur ce que dirait la Banque Mondiale si elle s'intéressait à la France. Alors je crois qu'il faut créer un mouvement d'opinion suffisamment important pour que dans certains secteurs, y compris celui-là, on inverse un peu les paramètres.

\* Il y a peut-être une différence de taille entre la situation qui est la tienne et celle que vivent les gens de l'IRAM : c'est que vous avez des acteurs locaux qui sont demandeurs d'appui, qui sont identifiés, identifiables, alors que nous..., on est confronté, malgré tout ce qu'on raconte sur les organisations paysannes et autres, à identifier des acteurs qui vont pouvoir récupérer ce qu'on fait sur le terrain.

- \* Oui, il y a une demande sociale qui est en train de s'organiser.
  
- \* L'impression que j'ai, à travers cette matinée, c'est que de plus en plus souvent on ressent, parce qu'elles sont explicites ou implicites, chez les acteurs, des résistances à ce qu'on propose comme modèle économique, comme modèle d'organisation, et j'ai vraiment l'impression que c'est là, (on a parlé de civilisation et tout ça) d'ordre culturel. Et je me demande, en entendant - on a fait allusion à cela pour se dépêcher de l'évacuer tout de suite - si nous sommes prêts, en tant qu'acteurs dans le développement, à affronter ces résistances, à les comprendre, d'où qu'elles viennent, et à la limite à renoncer au modèle qu'on a dans la tête, pas pour nous, mais à renoncer à l'imposer ou à le mettre en oeuvre.
  
- \* Comment utilise-t-on les théories à partir du travail que l'on mène quotidiennement, à travers nos études ou nos missions de longue durée ? Comment situe-t-on les théories ? Est-ce qu'elles émanent de la réflexion que l'on fait à partir des observations, et quels moyens se donne-t-on ? Capitalisation, etc.... Il y aurait une réflexion à faire....
  
- \* Quand on examine ces relations entre théories et observations, je crois qu'on a vraiment intérêt à séparer ce qui est théorie macro-économique du développement, avec tout ce qui a été dit sur le libre-échange, la protection, les prix,... et puis ce qui est dynamique et évolution agraire à un niveau plus micro. C'est la question précédente qui m'évoque ça. On aurait intérêt à réfléchir avec les praticiens au niveau des actions, comment la théorie est nécessaire pour organiser l'observation et comment l'observation nourrit la théorie.... Si on fait la confusion avec le macro-économique, on va patauger.
  
- \* Ce serait important, une fois, de se concentrer sur cette question : comment faire appel aux théories ou réfléchir avec les gens concernés ? Notre coopération s'adresse à des groupes cibles. Comment pourrait-on développer des instruments pour réfléchir avec les groupes cibles sur leur théorie du développement, parce qu'ils en ont aussi, peut-être pas bien connues par nous ? Comment pouvons-nous réfléchir avec eux sur leur développement ?

## II - A PROPOS DES POLITIQUES AGRICOLES

\* Les thèmes retenus au départ pour ce groupe de travail étaient les suivants :

- définition de la politique agricole,
- rapports entre cultures vivrières et cultures d'exportation,
- protectionnisme et libre-échange,
- politique des prix,
- articulation micro-macro.

La notion de politique agricole est restrictive. Il s'agit d'avoir, dans un terme assez lointain, une vision d'un pays, d'une population rurale, dans un paysage. Cette vision à long terme - exemple du Rwanda - dépasse largement l'agronomie. Il faut intégrer beaucoup plus largement qu'on ne le fait actuellement, les problèmes sociaux. La politique agricole ne peut s'insérer que dans un projet de société. On est trop à l'étroit dans notre concept.

Il faut souvent dépasser le cadre géographique des Etats, parce que la politique agricole, par exemple du Burundi, ou d'un pays Sahélien, ne peut pas se traiter en faisant abstraction de l'environnement régional. Souvent il y a des complémentarités, des harmonies à trouver entre les politiques. Il faut donc essayer d'appréhender le problème sur le plan régional.

Autre question : qui fait les politiques agricoles ? On a répondu : ce sont les nationaux qui doivent établir leurs politiques agricoles. On a dit il y a bien des experts de la Banque Mondiale qui passent par là, ou nous-mêmes qui passons et qui avons aussi quelque chose à dire avec les nationaux pour établir les politiques. D'autres pensent que les politiques agricoles doivent être à l'origine formulées, initiées à la base par les paysans. Cela a été jugé un peu utopique. La conclusion, c'est que l'élaboration des politiques, c'est le résultat des confrontations entre différentes parties : bailleurs de fonds, experts internationaux, paysans, etc.....

On a relevé une difficulté, dans cette confrontation pour l'élaboration des politiques, c'est la différence des niveaux de formation et de réflexion des gens, et on a constaté que, quand on parlait avec des nationaux, on n'avait pas le même recul et la même réflexion sur les problèmes, d'où des difficultés de compréhension. Aussi nous faisons une recommandation : dans les programmes de formation, au lieu d'avoir des séances de formation centrées sur les analyses financières, économiques, l'analyse des systèmes de production, il faudrait introduire d'une

façon beaucoup plus volontaire des formations beaucoup plus larges sur les politiques, sur les prix, sur les aspects sociaux, etc... pour qu'on puisse mieux discuter avec les cadres nationaux sur ces aspects-là.

Ensuite, à propos des rapports entre micro et macro, comment ça s'organise ? Les politiques agricoles, à quel niveau faut-il les définir ? Il y a eu un consensus assez large pour dire qu'il y avait un point à privilégier. C'était le micro, c'est à la base que doivent s'initier les politiques, et que des solutions peuvent se trouver, et à un niveau local. On a cité un cas français, dans l'Aveyron, où, après une phase d'expansion des revenus agricoles depuis 10 ans, et une crise depuis 2 ans, il fallait au niveau local des solutions très intégrées dans les activités agricoles, mais aussi commerciales, touristiques, culturelles, artisanales, et que c'était à ce niveau local que cela allait se passer maintenant, qu'il n'y avait pas à compter sur des politiques nationales. Et là on était d'accord pour penser que c'était important que ça se passe à ce niveau local. Là, en effet, on peut prendre en considération les réalités de l'écologique et des groupes sociaux qui émergent, qui se constituent et qui sont difficiles à prendre en compte au niveau national. Ce développement local ne peut exister que si il est très en liaison avec tout un tas de réseaux informels qui passent des alliances avec des commerçants, avec des politiques, avec des artisans. Le développement local doit au maximum établir des relations, des passerelles avec l'extérieur. Et on voit apparaître à ce niveau le passage à un stade supérieur.

On s'est posé une question sur cette planification dont on parle beaucoup. Est-ce que ça peut aider le local à se structurer, à se coordonner, à avoir des cohérences au niveau macro ? Alors là on a une réponse très caustique d'un participant, qui disait : ne remettons pas en place des outils de planification qui pourraient être les fossoyeurs de ce développement local, parce que toute planification, c'est toujours très administratif, et puis ça finit par avoir des tendances très autoritaires. Donc, ne revenons pas à des systèmes de planification, même si elle se nourrit à la base sur le développement local. Donc, méfiance par rapport à la planification !

Le local, on en voit aussi la limite. On a cité l'exemple de la Vallée du Sénégal, avec des projets maraîchers. Tant qu'on est dans l'espace économique du marché local, effectivement, ça se passe très bien, mais dès que la production atteint un certain seuil, le marché local ne suffit plus ; on est confronté à des problèmes externes, et à ce moment-là on fait appel à des politiques au niveau national pour en sortir, soit pour des équipements, soit pour des politiques des prix, etc.... Cette articulation micro-macro reste toujours très difficile à saisir.

Au niveau macro, ce qui nous semble devoir être pris en considération, le fait le plus important, c'est probablement la politique des prix. Ce sont les prix qui nous paraissent essentiels dans le dispositif macro. Cette politique des prix est difficile à mettre en place : on ne connaît pas toujours la réaction des paysans et des agents économiques, et les effets liés aux politiques qui sont prises. En particulier la politique des prix, c'est souvent garantir un prix pour susciter la production : cela peut avoir des effets pervers du point de vue social et du point de vue de l'économie. C'est le cas français, mais on peut le rencontrer ailleurs. C'est que l'augmentation des prix suscite un développement de la production, les gens investissent, on rentre dans le circuit de la productivité : on renforce la tendance productiviste, et, à terme, on sait que ça élimine les plus faibles. Donc les politiques des prix sont à manier avec beaucoup de délicatesse. Si un Etat veut subventionner son agriculture, il n'y a que ceux qui ont des ressources minières ou des ressources naturelles qui peuvent avoir une politique semblable ; ce n'est pas vrai pour des pays sans ressource. Il y a donc beaucoup de difficultés, mais ça nous semble essentiel dans la politique au niveau macro.

On a discuté un peu de la priorité au vivrier. La première observation, c'est que ce n'est pas net, les aspects sont liés. On a cité le cas du coton au Mali, associé avec du maïs dans les rotations. On a cité l'exemple des Comores, où la vanille, le poivre, le girofle, sont très intégrés dans les systèmes vivriers. On ne peut pas faire une différence entre les deux, et ce n'est pas très clair au point de vue système. Ce qui est important, c'est que les producteurs puissent valoriser leur travail au mieux pour avoir des excédents, épargner, et ensuite réinvestir dans la production. Il faut voir quelles sont les cultures finalement qui permettent cette meilleure accumulation. Il faut donc être très pragmatique selon les pays : il y en a qui sont en déficit alimentaire chronique, d'autres qui ne le sont pas ; il faut également voir le problème de la dimension des marchés. S'il y a des marchés qui sont larges au point de vue vivrier, le vivrier peut être une source de revenus de façon plus intense que les cultures de rente. C'est complexe, il n'y a pas de solution unique. Il faut voir les conditions locales.

Par ailleurs, on ne voit pas tellement comment la théorie de l'échange inégal nous aide, sur le terrain, à discuter ces problèmes là. Ainsi, au Gabon : d'un côté, on nous demandait de faire plus de vivrier, et de l'autre, plus de cacao. On est mal armé, au point de vue théorique, pour donner une réflexion sur le thème là.

\* Il faut faire attention de ne pas confondre la réalité et puis nos souhaits. Quand on nous dit de ne pas compter sur les politiques nationales, je crois que c'est une erreur dramatique. Indéniablement, les politiques nationales et même multinationales, les politiques des prix qu'on mène en Europe, pèsent 100 fois plus sur ce qui arrive en Lozère ou dans les Alpes de Haute-Provence que les décisions du

niveau municipal. Je crois qu'il ne faut surtout pas se leurrer. Quand ce sont des Etats dépendants, comme pour l'Afrique, c'est au niveau du FMI, et ça a un impact sur le devenir des agriculteurs, sur leur cadence de départ... souvent 100 fois supérieur aux trucs qui se décident au niveau local.

Par contre, là où je suis de l'avis du groupe, c'est qu'on ne partage pas toujours ces politiques nationales ou multinationales, et que parfois on veut travailler sur des stratégies de résistance au niveau local. On a parfois à travailler, à privilégier le micro, quand on se trouve dans des Etats dont on ne partage pas du tout le point de vue. C'est au niveau des résistances qu'il faut travailler, mais ne nous faisons surtout pas d'illusions : les politiques nationales ont un impact 100 fois supérieur. Alors, je crois que les politiques, ce sont des politiques d'Etat, ça dépend de la nature de classe des Etats. A propos des politiques des prix, il n'y a pas que ça, il y a les prix en amont, en aval, il y a des subventions, des taxes, des crédits, c'est la politique agricole, ça dépasse la politique des prix, même si, souvent, le rapport des prix va décider de l'orientation des productions, et va décider qui reste, et qui ne reste pas. Et c'est souvent les prix faibles aux producteurs qui entraînent un départ accéléré. Le problème, c'est que les prix sont déterminés au niveau mondial. La politique des Etats, c'est de se protéger de ces prix mondiaux, ou pas. Si on ne protège pas, s'il n'y a pas une politique des prix, ne nous trompons pas, le départ est encore plus accéléré.

Alors priorité au vivrier, ou priorité aux cultures d'exportation ? Je crois que sur le plan théorique, et même sur le plan pratique, le problème est le suivant : est-ce que le pays se spécialise effectivement en cacao parce qu'il y a des avantages comparatifs au point de vue conditions naturelles, etc..., pour le cacao, quitte à ne plus faire de vivrier, et de devoir importer des vivres des pays où il y a des avantages comparatifs pour faire du maïs, je crois que c'est là le problème, c'est la théorie du libre-échange : on a intérêt à cultiver là où c'est favorable, mais je crois que ça nie complètement l'échange inégal.

Le cacao, on continuera de le faire à la main, le maïs dans des conditions de haute productivité. Ce que je sais en tout cas, à propos du Nicaragua, c'est que le jour où on veut changer de régime, même sur le plan strictement intérieur, le blocus commence et que l'arme alimentaire est quelque chose d'impitoyable. Ce que je sais, c'est que c'est toujours sur le vivrier qu'on met une croix, et que c'est là où se situe l'arme alimentaire. Je crois qu'il y a intérêt à avoir une relative protection et un certain taux d'approvisionnement national sur le plan vivrier. En tout cas, ceux qui ont cet espoir là et travaillent dans ce sens doivent veiller dès maintenant, sans même changement de régime, pour privilégier un taux d'approvisionnement très élevé.

\* Au niveau de la politique des prix, j'ai une vision un petit peu différente. Pour moi, la politique des prix n'influence pas la politique agricole, c'est un peu le contraire. C'est-à-dire, quand on a déterminé une certaine politique agricole, on utilise les prix pour jouer, pour aller dans un sens ou dans un autre. S'il y a une détermination à favoriser une culture, on va trouver comme argument d'augmenter le prix pour le rendre attrayant, et augmenter la production.

\* Les prix, le crédit, sont des moyens, mais qui peuvent avoir un effet colossal. Si on surproduit du lait en France, c'est lié à la politique des prix. Même la politique des quotas n'arrive pas à l'enrayer.

\* En sachant aussi que quelquefois la politique des prix est tout à fait illusoire, genre la politique des prix vivriers dans les pays du Sahel, du fait qu'il y a un double marché, et que le marché officiel correspond à 5 ou 10 % de la production, et que tout le reste se fait à côté.

Suite à ces déclarations, la question a été de savoir si l'IRAM avait actuellement les compétences pour contribuer à la mise en forme de politiques agricoles, domaine particulièrement complexe.

Les éléments de réponse ont été les suivants :

- à cause de l'enjeu, on ne peut pas être étranger à cette préoccupation.
- Il importe d'accorder autant d'importance au national ou à l'international qu'au local. C'est une des particularités de l'IRAM que d'essayer de faire le lien entre politique nationale et réactions paysannes.
- L'IRAM doit pouvoir apporter sa contribution même en s'associant à d'autres.

### III - A PROPOS DE L'ECHEC DES MODELES DE "GAUCHE"

- \* Les thèmes fixés au groupe de travail étaient ainsi formulés :
- Que penser de l'échec des expériences dites "de gauche" dans le Tiers-Monde ?
  - Qu'en est-il du développement auto-centré ?
  - Existe-t-il une voie paysanne au socialisme ?

Parmi les effets pervers qui apparaissent plutôt comme une déformation dogmatique des propositions de la théorie ou des théories socialistes, on a noté d'abord le centralisme qui, au moment de la prise de pouvoir d'un mouvement de libération, - puisqu'en général ces gouvernements étaient issus d'un mouvement de libération -, apparaît comme un mal nécessaire, et qui très rapidement peut devenir catastrophique dans ses conséquences. Un deuxième point après le centralisme, c'était le fait que la plupart du temps, dans la proposition d'alliance entre paysans et prolétaires, le mouvement paysan - étant donné que la classe paysanne est majoritaire dans ces pays - s'est trouvé paradoxalement subordonné à la classe prolétaire. Enfin, le constat général par rapport à ces échecs des politiques de gauche, c'est l'incompréhension totale des logiques des économies paysannes de la part des gouvernements : au niveau de l'organisation de la production (on fait référence à un modèle supérieur qui serait plaqué comme un dogmatisme technocratique, un dogmatisme vraiment idéologique, c'est-à-dire la référence aux fermes d'Etat, aux coopératives de production, au système de commercialisation nationalisé, étatisé), au niveau de la distribution et de la commercialisation également, on se trouve face à cette incompréhension des logiques paysannes.

Une des explications qui a été donnée, c'était que ces gouvernements socialistes étaient issus de mouvements qui comptaient rarement des bases paysannes. Parfois, les paysans avaient participé aux luttes de libération et s'étaient retrouvés rapidement, même quand ils étaient partie prenante du mouvement, mis à l'écart du pouvoir.

Une question est d'essayer de comprendre dans quelles conditions, dans quelles situations justement, y compris quand les paysans avaient participé aux luttes des mouvements de libération, ils se sont trouvés écartés du pouvoir. Parmi les diverses explications critiques de cet échec des politiques socialistes dans les pays du Tiers-Monde, il y a d'abord une analyse d'après laquelle on n'a jamais eu dans ces pays des politiques qui correspondent à l'analyse marxiste. Il y a toujours eu soit déviation, soit déformation.

Une autre approche consiste à dire qu'y compris dans les cas où il aurait pu être appliqué, l'outil d'analyse marxiste ne correspond aux sociétés paysannes de la majorité des pays du Tiers-Monde.

On peut se demander si face à l'échec économique de ces pays il n'y a pas eu néanmoins de compensation au niveau social. Mais ces succès ne font pas nécessairement référence à l'analyse socialiste ou marxiste.

En ce qui concerne la voie paysanne vers le socialisme, on a évoqué le protectionnisme, et donc le maintien d'une relative économie de marché. En fait, on a conclu que certaines pratiques mises en place dans des pays non socialistes pouvaient être utilisées au niveau de l'incitation à la production, au niveau du crédit, des politiques de marché, des prix, de la redistribution.

En ce qui concerne le développement auto-centré, il a d'abord été indiqué combien il ne fallait pas se leurrer sur la proposition de développement auto-centré, le confondre avec l'autarcie. On a ramené les propositions de développement auto-centré autour du thème de la recherche de l'indépendance alimentaire et bien sûr la nécessité de valoriser les ressources locales, particulièrement l'épargne nationale, ce qui suppose la possibilité de dégager des moyens d'accumulation propres au niveau national. Ces politiques de développement auto-centré ne peuvent s'établir avec succès qu'à une certaine échelle, c'est-à-dire dans des pays aux dimensions ou ressources suffisamment importantes. Parmi les stratégies de déconnexion, puisque la proposition de développement auto-centré ne peut pas se considérer comme un absolu, on a retenu la notion de protectionnisme, avec l'idée d'espace protégé, donc de frontières économiques régionales, d'espace régional.

Le dernier point concernait l'intérêt ou les conséquences pour nos pratiques au niveau du terrain, les leçons qu'on peut tirer de ces échecs. Il semble qu'il y ait d'abord nécessité d'une analyse de la réalité paysanne. Il faut aussi s'interroger sur les moyens de cette analyse dans la mesure où jusqu'ici on n'a pas de cas d'accès au socialisme par la voie paysanne. Il est toujours possible de faire des propositions, mais il est difficile de proposer d'emblée une idéologie paysanne qui s'opposerait aux idéologies de référence dans ces pays. Il vaut mieux se limiter peut-être à proposer des outils et articuler les formes de groupements avec les intérêts et les activités individuelles des producteurs. Indiquer des techniques de gestion qui soient à la fois conformes aux intérêts particuliers des paysans et aux objectifs généraux, collectifs du pouvoir en place ; notamment en ce qui concerne la gestion des investissements collectifs, programmes d'irrigation, routes, etc.... Une hypothèse indiquée était de travailler le plus possible avec les cadres avant même que ceux-ci n'accèdent au pouvoir, en particulier par rapport aux moyens de compréhension, d'analyse des sociétés paysannes. Et donc, face aux convictions les plus dogmatiques, essayer

de poser des outils les plus pragmatiques possibles : la visite sur le terrain, l'étude de la réalité concrète. Des références au niveau pratique et même politique des organisations professionnelles françaises ont été citées également.

Enfin, il y a une conclusion intéressante en ce qui concerne la politique des espaces protégés ; du protectionnisme, avec un slogan final (c'était peut-être aussi en opposition aux "sans frontière") : multiplier les terroirs, les frontières ; c'était à propos d'un exemple d'espaces, de terroirs protégés en Ethiopie, qui faisait référence aux haies vives, et la conclusion avait été : "Lénine ou le bocage".

\* Les dogmes habituellement avancés, ce sont les économies d'échelle, la grande exploitation, la coopérative de production, les fermes d'Etat, et la centralisation, et ça a abouti à coup sûr, quand on commence à planifier l'agriculture, à un système de production très simplifié dans lequel il y a une ou deux cultures, de grandes pointes de travail et au contraire des temps morts... et c'est souvent la pire des méthodes en matière de gestion des ressources tout simplement, et notamment de la force de travail.

Si, au contraire, on laisse les paysans gérer en fonction de leur propre intérêt, si les gens gèrent leur propre travail, ils vont vers un système de production avec la possibilité de gérer par eux-mêmes un même terroir, avec des systèmes de polyculture-élevage, qui assurent un emploi permanent et sans grandes pointes de travail. Cela fait du bocage. C'est pourquoi on a dit qu'il fallait choisir entre Lénine et le bocage.

\* Il y a un facteur dont il faut qu'on tienne compte, c'est la capacité de gestion. Je pense là particulièrement à l'Afrique. Si on vise un certain niveau de productivité du travail et de la terre, etc..., c'est quelque chose qu'on ne doit pas faire fonctionner sans mettre des engrais, des machines - même si ce n'est pas des moissonneuses-batteuses - et il va falloir des marchés et des excédents correspondants, et on tombe tout de suite sur un problème qui en Afrique est dramatique, c'est celui de la capacité à gérer l'amont et l'aval de l'agriculture. C'est là où j'ai quand même un doute par rapport à ce souhait de diversification à la base, et je me dis : "combien de filières l'Afrique est-elle capable de gérer actuellement ?" Elle gère bien la filière coton, le maïs, mais aucune des grandes autres filières céréalières.

Au Sénégal, la filière production de semences d'arachide est en crise, depuis longtemps, avec un énorme appareil qui coûte horriblement cher. Alors tout le monde peut imaginer, surtout dans le cadre de la nouvelle politique agricole au Sénégal : on privatise la production de semences d'arachide. J'interroge un sénégalais qui connaît bien son pays, qui est Jacques FAYE, et il me dit : "Je ne connais personne au Sénégal actuellement, aucun ingénieur agronome

ou personne d'autre, qui soit capable de gérer le stockage et la distribution de semences d'arachide au niveau d'un groupe d'une dizaine de communautés rurales c'est-à-dire, une soixantaine de villages ou une centaine de villages. Cela suppose des capacités de gestion qui n'existent pas." Alors vous prenez n'importe quelle filière, il faut gérer la production de semences, l'approvisionnement, la commercialisation, etc.... Je me dis, donc : si on va vers des trucs très diversifiés, on aura un blocage sur les capacités de gestion ; et les grands systèmes qui ont fait la gloire de l'agriculture américaine, soja, etc... sont des trucs qui ont eu entr'autres le mérite d'être extrêmement simples. Je ne veux pas dire que je les préconise .... On a organisé la filière maïs, soja, et on a eu une superbe machine de développement agricole, qui a fonctionné depuis maintenant presque un siècle. Alors, je voudrais que l'on prenne cela en compte, la capacité de gestion, et je crois que c'est un domaine où des boîtes comme l'IRAM ont quelque chose à faire : aider à accroître les capacités de gestion.

\* Je m'interroge beaucoup par rapport à ça. Toutes les expériences qui ont été menées de contrôle par un appareil d'Etat de ces fonctions d'approvisionnement et de commercialisation, ont eu le succès qu'on connaît. Je ne pense pas que le passage à la diversification, au "bocage" dont on parlait tout à l'heure, doit supposer une organisation par l'Etat de ces filières....

\* Ce n'est pas du tout de cela qu'il s'agit. Je dis : nous n'avons pas fait la démonstration qu'une société rurale est capable de gérer une filière ou de gérer n'importe quoi. Et tant que cette démonstration n'est pas faite, on pourra dire avec tous les slogans et toute l'idéologie qu'on voudra "en avant la voie paysanne pour la gestion de la production agricole" ; je dis : "faisons la démonstration que ça peut marcher." Je ne m'oppose pas à ce qu'on la prenne comme orientation, et c'est sûrement un point de passage obligé, mais qu'on ne sous-estime pas les difficultés correspondantes.

\* Je voulais demander s'il ne fallait pas être fou, et un fou sénégalais, pour prendre en charge la production et la distribution des semences d'arachide dans le contexte actuel. Je pose la question ; moi, je ne sais pas faire des calculs mathématiques, ni des modèles... deuxième question : les paysans sénégalais ne sont-ils pas capables de gérer la filière du mil ?

\* Peut-être que oui, mais faisons l'expérience. Tant qu'elle n'est pas faite, n'affirmons pas que c'est un problème facile.

\* A Madagascar, en 1968, c'étaient les commerçants chinois qui commercialisaient le café et le riz aux villageois, avec des coûts très faibles. En Haïti, les madame Sara, des femmes de paysans, le font, et - les calculs de Didier PILLOT l'ont montré - c'est le coût de commercialisation le moins cher. C'est en laissant aux paysans la commercialisation que la marge de commercialisation est la plus faible. On n'a pas trouvé de système plus performant. Le mil et le sorgho à Maradi, il s'en va vers le Nigéria peut-être, mais c'est cela, le système performant. C'est la fraude peut-être, mais le drame c'est qu'aujourd'hui ces systèmes de commercialisation ne peuvent se développer que par la fraude, et donc par les marchés parallèles. Quand on va voir l'OCC, l'OCV au Congo, il y a un camion de l'OCC qui roule pour aller chercher du café, pendant ce temps-là l'OCV a un camion qui descend à vide pour aller chercher des légumes....

Le petit commerçant, lui, transporte du café, de la banane et des sardines ; C'est vrai, il faut qu'il y ait des lieux, avec du stockage, où l'on sait que le commerçant ne va pas exagérer les prix, mais ne nous trompons pas. Même au Nicaragua, la commercialisation part de la base. Et les denrées commercialisées par l'Etat, on va les mettre en dépôt chez le petit commerçant. Heureusement qu'ils ont fait marche arrière. C'est toute la force du Nicaragua, d'être beaucoup plus pragmatique que d'autres.

\* On est dans un environnement très incertain, il faut qu'on ait plusieurs cordes à l'arc et il faut qu'il y ait des combinaisons pour s'en tirer. On se trouve finalement dans un système dual : Il y a certaines choses qui resteront dans des fonctionnements traditionnels ; d'autres filières, comme la filière coton par exemple, sont tournées vers l'extérieur et selon les cas seront plus ou moins bien gérées. Il y a des problèmes historiques, des gouvernements qui s'en mêlent ou qui ne s'en mêlent pas ; l'Etat qui interfère plus ou moins, des appuis qui sont plus ou moins bien foutus, et au moment où il y a crise, on tient le coup ou on ne tient pas le coup. Et pour moi, l'important actuellement c'est de voir comment il peut y avoir peu à peu un pouvoir paysan, y compris sur les filières tournées vers l'extérieur, pour qu'ils comprennent ce qui se passe, que les répercussions des marchés internationaux ne relèvent pas seulement des gouvernements et des bailleurs de fonds, et que peu à peu, là-dedans, les paysans puissent faire une stratégie qui "tamponne" aussi les incertitudes liées aux marchés internationaux.

\* La création d'offices par produit est rarement la bonne solution. Quand on parle d'économie d'échelle, on pense effectivement à la gestion des technocrates. On cherche à faciliter la tâche aux technocrates, mais je crois que c'est rarement concluant. L'économie de traite sur l'arachide du Sénégal, je ne suis pas sûr qu'elle était moins performante que l'ONCAD."

\*           Moi, j'ai un exemple un peu a contrario. Je pense que la CMDT actuellement, qui a une bonne capacité de gestion, qui a camouflé vis-à-vis des bailleurs de fonds le fait qu'elle avait mis de l'argent en réserve en cas de crise parce qu'elle n'avait pas confiance dans l'outil de capitalisation, qui s'est mise à fabriquer de l'huile, à commercialiser la graine de coton, etc... a toute une stratégie où elle prend un certain pouvoir et essaie en même temps de défendre le pouvoir d'achat des paysans, c'est à mon avis intéressant. Mais ça repose quand même à la base sur le coton.

\*           Je suis un peu surpris parce que nous avons quand même vécu un certain nombre d'échecs avec les appareils étatiques qui étaient dans le domaine des inputs et la commercialisation, et je pense que nous sommes en train de chercher des alternatives. Une des alternatives qui montre qu'il y a des possibilités, c'est de donner plus de responsabilités de gestion aux paysans. Je ne connais peut-être pas assez d'expériences en Afrique, mais en tout cas, j'ai des expériences en Asie, en Amérique Latine : tout le monde était contre, et on a quand même constaté que c'était excellent. Est-ce que les gouvernements actuels ne font pas tout pour que les paysans ne puissent pas gérer ? Souvent le gouvernement est contre un pouvoir paysan et il faudra essayer peut-être de développer une stratégie, et convaincre les gouvernements. En tout cas, la problématique d'appareils étatiques me semble un échec, ce qui pour moi est déjà une raison de chercher dans d'autres directions, sans méconnaître les difficultés. Il semble qu'il y a un potentiel énorme, et avec l'avantage qu'il y a relativement peu de charges pour l'Etat.

\*           Je voudrais revenir sur un cas extrêmement intéressant, qui est effectivement celui de la CMDT au Mali, et sur l'aspect plus particulier de crédit agricole. On a une structure bancaire qui est la BNDA, mais on s'aperçoit que, compte-tenu de sa structure de banque de développement, la BNDA ne peut pas se substituer à ce que fait la CMDT en matière de distribution du crédit, et donc c'est la CMDT, en gros, qui assure la distribution du crédit aux petits paysans. Je pense aussi que, compte-tenu de l'évolution de la filière coton, il est probable que la CMDT va être amenée à revoir un peu ses coûts et à se reposer la question de la distribution du crédit agricole.

Je pense aussi que la solution à ce problème, qui n'est pas pour moi du côté d'une banque de développement, sauf à en modifier la structure, et à voir dans quelle mesure là aussi il est possible de diminuer les coûts, jusqu'à un certain point cela me paraît possible, de toute façon on ne pourra pas atteindre la multitude de demandes individuelles de crédit qui se posent dans cette région... Or, je crois que la solution ne peut être du côté de l'Etat, ou d'un appareil administratif de développement, mais du côté d'une forme d'organisation paysanne telle que les caisses populaires, ce qu'on a vu dans d'autres pays. C'est un exemple type qui me paraît refléter ce genre de problématique.

#### IV - A PROPOS DES ACTEURS SOCIAUX

\* Les thèmes de départ étaient ainsi formulés :

- la notion d'acteurs sociaux,
- les résistances au développement,
- la capacité d'encadrement.

Le terme d'acteurs sociaux est relativement nouveau. Il veut redonner aux individus et aux groupes sociaux, toute leur importance par rapport à des approches qui tendent à les gommer en mettant l'accent sur l'Etat, le marché, l'économie, etc.... Cela repose aussi les problèmes des rapports des individus avec la société, les Etats. C'est aussi pour replacer un élément dynamique dans le développement, et contre des approches un peu trop structuralistes. Alors on a regardé quels étaient ces acteurs sociaux, sans en faire une liste, mais en mettant l'accent sur l'hétérogénéité à l'intérieur des classes sociales et entre les différents groupes.

A l'intérieur de la paysannerie, il y a des intérêts différents, des objectifs qu'il faut bien identifier pour lesquels des stratégies différentes se mettent en place. C'est quand même les paysans, ici à l'IRAM, qui sont la cible du développement, c'est eux dont on veut qu'ils s'approprient les surplus du développement et qu'ils aient une capacité de négocier leur développement.

En plus, pour parler du cas de GOUROU, on a un peu regardé ce que lui entendait par "encadrement" : ce n'est pas l'encadrement au sens vulgarisation, administration, etc... mais c'est dans un cadre plus général, justement, un cadre de développement qui comprend des contraintes. Ça peut être des contraintes sur l'information, qui circule mal ; c'est aussi bien l'information des paysans vis-à-vis du monde extérieur, qu'une information sur des modèles, issus de théories, qu'on essaie de replacer, parfois sans être très au fait de ce qui a provoqué l'échec ou la réussite de ces modèles. Ces contraintes au développement, c'est aussi les contradictions d'intérêt entre les différents groupes. On a vu les paysans, mais on a aussi regardé l'administration. L'administration dont les intérêts sont souvent opposés à ceux des paysans, mais qui comprend quand même différents agents, et des gens qui sont également pro-ruraux.

A l'intérieur de cette administration, il faut savoir identifier les objectifs de ces différents groupes, et savoir s'appuyer sur ces éléments pro-ruraux, et les soutenir. Cette fraction pro-rurale a une marge de

manoeuvre qui est limitée. De même les intervenants extérieurs qui sont d'autres acteurs du développement, c'est-à-dire les sources de financement, les experts, l'IRAM, ont aussi leurs propres contradictions, leurs propres objectifs, et il faut comprendre tous les tenants et aboutissants quand un projet se met en place : quels sont les objectifs du projet, de ceux qui demandent le projet, et quels sont les objectifs des "cibles" de ce projet. Et là, on a noté l'intérêt de la théorie, pour identifier ces différents acteurs, leurs objectifs, pour observer la réalité.

Ensuite, sur le problème de la résistance, on a discuté sur le fait qu'il s'agit d'une appropriation sélective des nouveautés qui sont proposées. Parmi les paysans, il y a des objectifs différents et des stratégies qui font que l'appropriation n'est pas homogène et n'est pas totale. Le problème qu'on a eu est de savoir si, dès le départ, lors de la conception des projets de développement, ces objectifs, cette diversité à l'intérieur des acteurs de base, des paysans était bien comprise, et bien analysée. Cela amène à une conséquence pour l'IRAM : faire participer les gens sur place, les locaux, les paysans, les administrateurs, à l'élaboration. C'est fondamental. Une action quelconque comporte une alliance entre différents acteurs. Ces acteurs, il faut d'abord les avoir identifiés par rapport aux objectifs du projet.

D'autre part, on a noté aussi, pour les intervenants extérieurs, un manque de cohérence au niveau des actions, qui répond peut-être à des choix théoriques ou idéologiques différents, mais cette incohérence a une répercussion sur cette résistance des paysans ou cette appropriation sélective. Et aussi sur le fait que les cadres pro-ruraux pourront soutenir le projet ou pas. Et puis on a parlé des rappports de force qui lient tous ces éléments, qui lient le monde rural et le monde urbain. Il y a des interrelations qu'il faut connaître. Cette modification des rapports de force est une des conditions du développement mais aussi un des objectifs recherchés.

On a aussi parlé de l'organisation directe des producteurs, c'est un problème pas très facile, et il y a eu un petit débat sur les leaders, sur la possibilité d'en changer en cours de projet : changer de leaders si on se rend compte qu'ils ne correspondent pas aux objectifs du projet, ou qu'ils n'ont pas la capacité technique. Et on a souligné le rôle important des intervenants extérieurs qui doivent pouvoir prendre du recul et qui doivent pouvoir donner les moyens aux acteurs de base de faire ces changements dans les rapports de force.

\* Moi, ce qui me déplaît dans le terme "techniques d'encadrement" employé par GOUROU, c'est que ça laisse entendre pour des institutions comme l'IRAM qu'au fond les interventions seraient, au niveau des encadreurs, de proposer des changements techniques. Au fond, de manipuler les gens. Que c'est seulement de la technique

sociale, de la manipulation sociale, ce que je crois totalement faux. Je crois qu'il faut le dire honnêtement, c'est davantage un problème d'organisation sociale, de rapports sociaux, de rapports de force. Par exemple, quand on parle d'organisation coopérative, il faut savoir que ce n'est pas une technique coopérative, mais que c'est une saine mesure des rapports de force sur le terrain, et puis enfin une mesure des intérêts matériels des acteurs, peut-être pas seulement matériels, mais ça passe par la satisfaction des intérêts matériels et à ça, quand d'autres proposent des techniques d'encadrement, il y a des résistances.

On nous oppose souvent qu'il y a des résistances culturelles. On oublie tout simplement que derrière ces résistances culturelles, il peut y avoir des intérêts matériels bien compris, et qu'au fond il y a des aspects hyper rationnels ; je veux dire : c'est une invitation à redevenir matérialiste ; il faut aussi regarder s'il n'y a pas des fondements matériels derrière ces résistances culturelles.

\* Leur culture, c'est aussi une certaine façon de manger, d'acheter du mil plutôt que du pain.

\* Prenons cet exemple, qui est un très bon exemple. Je dis allons au-delà, les gens ont une préférence pour le mil, est-ce qu'il n'y a pas des raisons sombremenent matérielles derrière cela, c'est-à-dire est-ce qu'en définitive il n'y a pas une productivité du travail, des intérêts rapportés à une valeur d'usage, il y a des protéines, etc... pas forcément une valeur monétaire, une culture rurale, etc... mais va-t-on faire des plats cuisinés de mil en plein HLM ? Et donc, on s'aperçoit en définitive que si les uns conservent le mil et d'autres le riz, c'est qu'il y a derrière cela des temps de travaux... je veux volontairement matérialiser les choses, non pas pour dire que tout est matériel, mais que de toute façon même la culture des gens ne peut se reproduire que si les gens satisfont leurs besoins matériels.

\* Le fait d'avoir introduit GOUROU dans le débat est dû à la préoccupation suivante : GOUROU a dit pourquoi dans certaines régions tropicales il semble qu'il y ait des "cadres" au sens de courants culturels, de communication, de disciplines de groupe qui permettent que des groupes nombreux arrivent à maîtriser les investissements, qu'il y a des activités de service ; pourquoi dans certaines régions ça se passe ainsi et pourquoi en gros en Afrique de l'Ouest on a beaucoup plus de mal ?

C'était la question que je me posais.

\* Ce que je voudrais faire remarquer, c'est qu'on a tous foncé tête baissée en entendant "cadre", on a traduit "encadrement", et on est parti là-dessus. Et bien ça, je trouve que c'est grave, et du coup, ça me renvoie à ce que je disais. On doit s'interroger sur la théorie, l'idéologie qui sous-tendent ce qu'on fait, on pourrait quand même admettre que, en face de nous, on a des gens, qu'ils soient africains, asiatiques, dont les comportements sont souvent mus par des théories, par des idéologies qu'on ne connaît pas, et qu'on apporte des modèles, qu'on apporte des propositions techniques en méconnaissance de ces théories et des idéologies qui les animent.

\* Je crois qu'en dernière instance, il y a toujours une sanction et je crois que malheureusement, elle passe toujours par des biais basement matériels. La réalité, elle, c'est évident, n'est pas purement matérielle, elle est souvent très autre chose. C'est-à-dire que c'est vrai qu'on ne mange pas du cochon parce qu'on est musulman, c'est vrai que les indiens ne mangent pas de viande, et ça c'est culturel, et puis c'est vrai que des fois les gens sèment ou non de l'arachide parce qu'ils sont allés voir un marabout. C'est même déterminant en première instance. Justement c'est là le problème, c'est que nous on propose des solutions et si on propose des solutions viables à moyen terme, pas des choses qui vont tomber là l'année suivante, on est obligé de regarder ce qu'il y a derrière. C'est tout ce que je voulais dire.

\* La réalité n'est pas seulement économique, la sanction n'est pas seulement économique. Et c'est peut-être là-dessus qu'il faut qu'on s'interroge, ou qu'on nous interroge.

## V - ROLE ET PLACE DE LA THEORIE

Le but de notre travail est de réfléchir sur un certain nombre de termes qu'on emploie souvent comme "idéologie", "théorie", "méthodologie", etc... et comment on peut essayer d'éclaircir ces termes ; d'autres part, ça recouvrirait un peu le problème constaté par certains, du clivage entre les théoriciens d'une part et les gens de terrain d'autre part. Dans le débat, il y a des choses relatives à cela. Et troisièmement, il y avait un autre aspect qu'on pourrait intituler "nos théories et les leurs", les leurs étant les acteurs, les gens avec qui on travaille, les nationaux, cadres et paysans. Ce troisième aspect a été traité de façon un peu rapide, et ce n'est peut-être pas un hasard.

Sans tomber dans l'académisme, je vais préciser les définitions que nous avons données de certains termes.

**IDEOLOGIE** : Un ensemble de représentations dans lesquelles un groupe social se reconnaît, et qu'il utilise dans ses rapports avec les autres groupes. Un système de valeurs. Un choix fondamental qui ne peut se vérifier expérimentalement.

**THEORIE** : Ensemble d'hypothèses et de lois organisées en systèmes. C'est quelque chose qu'on peut soumettre à la vérification expérimentale, c'est une des différences avec l'idéologie. De ce fait, elle a donc un caractère provisoire, elle peut être remise en cause après la confrontation avec le réel, avec les faits. Comme une grille de lecture pour l'analyse et l'action ou la prévision. La théorie ne correspond en fait jamais à la réalité et n'est que l'appréhension de certains aspects.

**DISCIPLINE** : Une science avec un objet d'étude spécifique.

**METHODOLOGIE** : Ensemble d'outils d'analyse de la réalité.

(Commentaires : ce n'est pas uniquement l'analyse, ça peut être l'action, ça peut être la transformation, c'est un autre débat).

Ensuite, on a parlé des relations entre théorie et réalité. Tout le monde a une idéologie en tête, c'est un point sur lequel tout le monde est d'accord. Par contre, est-ce que tout le monde a des théories ? On peut penser que non, puisque certains disent : "il faut arriver sur le terrain avec un oeil neuf, regarder les choses de façon un peu naïve." D'autres disent : "il n'y a pas d'observation pertinente de la réalité sans théorie"; donc, ça suppose qu'il y a des gens qui n'ont pas de théorie dans la tête....

La conclusion de notre discussion a été que l'on a tous dans la tête des théories, plus ou moins élaborées, plus ou moins maîtrisées, on a tous un certain acquis dans ce domaine. Donc, là on pourrait dire qu'on n'est pas vierge dans ce domaine. D'autre part, le terrain lui non plus n'est pas vierge. C'est-à-dire on ne perçoit jamais le réel à l'état brut, l'information que l'on reçoit est souvent passée à travers des miroirs ou des filtres théoriques. Quand on regarde des statistiques en matière agricole, il y a déjà quelqu'un qui a ordonné ces faits, qui a choisi certains chiffres plutôt que d'autres, qui fait des moyennes ou qui n'en fait pas, des écarts types... il y a déjà une sélection qui a été faite, avec un modèle théorique derrière. De la même façon, dans le discours des paysans, il y a aussi une théorie. L'information que l'on reçoit grâce au discours du paysan est aussi le produit d'une théorie.

Une autre idée : on n'est pas complètement libre. On est obligé de faire face à des contraintes et de raisonner en termes de marges de manoeuvre. Exemples concrets : en mission courte, on a des termes de référence, une demande marchande, une contrainte en temps qu'on peut consacrer à l'étude qui est limité ; au niveau théorique, on occulte, on n'a pas le temps, et ce n'est pas forcément ce qu'on nous demande. Les gens qui sont sur le terrain en mission longue ont aussi à faire face à des contraintes. Souvent, les gens avec qui on travaille ne demandent pas de la théorie, mais beaucoup plus des outils, donc des méthodes.

On peut s'interroger : pourquoi ? On sait que méthodes et théories sont étroitement liées. Quand on est sur des projets, on ressent un manque ou un flou en matière théorique. On a une conscience assez claire de nos a priori idéologiques et l'on s'intéresse beaucoup aux problèmes de méthodes : enquêtes, animation, participation, etc... les "gens de terrain" font un peu l'impasse sur le niveau théorique. Est-ce que cela a toujours été comme ça ? Il semble qu'il y a une vingtaine d'années, les références idéologiques étaient très fortes, peut-être plus que maintenant, mais par contre, c'était très faible au niveau théorique et méthodologique. Ce qui parfois faisait tomber certains dans l'activisme. A présent, il y a des acquis au niveau méthodologique, mais des faiblesses au niveau théorique.

Est-ce que les "gens de terrain" produisent de la théorie ? et, s'ils ne le font pas, pourquoi ? Manque de moyens ? Ce n'est pas leur objectif ? Considèrent-ils que ça ne sert à rien, ce qui compte étant d'avoir des résultats en matière de développement ?... Quand on est sur le terrain on ne ressent pas forcément le besoin de produire de la théorie, mais par contre, cette nécessité de production de théorie apparaît dès que l'on veut passer d'un terrain à un autre, quand on veut sortir de la spécificité du cas. C'est un peu ce qu'on essaie de faire derrière le terme de capitalisation. Et c'est peut-être l'explication de la différence ressentie entre les gens du siège et les gens du terrain.

Les gens du siège sont amenés à passer très rapidement d'un terrain à un autre, et ne peuvent faire l'impasse sur la théorie, alors que sur un terrain déterminé, avec son idéologie et sa méthodologie ( zonage ; typologie), on arrive à s'en sortir.

Un autre aspect souligné, c'est qu'on manque de théories sur la transformation des systèmes. Théories sur la compréhension des systèmes tels qu'ils sont et de leur histoire, mais finalement peu de théories sur leur transformation et l'action qu'on peut avoir dessus.

En ce qui concerne nos relations avec les cadres nationaux, la question qui était posée sur "comment leur donner les moyens d'élaborer leurs propres théories ?", on n'y a pas répondu.

Les paysans ont-ils une théorie ? On peut dire qu'ils en ont. Ils ont une conception de l'univers cohérente et pertinente par rapport à leur logique de fonctionnement. Mais leurs hypothèses explicatives peuvent-être fausses, comme les nôtres d'ailleurs, et notre rôle peut être d'apporter d'autres références, d'autres hypothèses explicatives, parce qu'on a vécu, on connaît d'autres situations. Mais ça ne suffit pas, il faut en même temps donner le mode d'emploi : le domaine de validité de cette hypothèse explicative qu'on apporte.

\* Il faudrait que vous ayez pour moi des trésors d'indulgence. Ce que tu as dit est extrêmement important et représentatif de tout un état d'esprit. Un état d'esprit que moi je redoute. C'est un état d'esprit d'intellectuel. Tu as parlé d'idéologie... moi, je ne sais pas ce que c'est. Tu as parlé de théorie, moi, je ne sais vraiment plus très bien ce que c'est. Je pense beaucoup plus à l'importance du terrain, à la pratique, et naturellement, à un certain nombre de préférence au départ. Mais ça, c'est parfaitement personnel, c'est pour ça que je ne vais pas défendre une thèse. Il faut une longue existence bien sûr, et une cascade d'aventures, pour se persuader que le coeur est plus important que la tête.

Il ne faut pas argumenter, je ne crois pas aux argumentations ; ni expliquer, je ne crois pas non plus aux explications ; je crois que l'oreille est plus importante que la bouche. Ce qui compte, c'est que l'oreille soit préparée, sans ça, tout ce qu'on peut dire passe à côté, c'est noyé, c'est touillé avec d'autres préjugés, d'autres convictions, et ça se transforme totalement.

Alors je voudrais te donner un exemple concret. Nous parlons, tout le monde parle du marxisme-léninisme. On accole ces deux mots. Si on regarde les bonshommes, qu'est-ce que c'est que MARX ? Un juif allemand exilé à Londres, et une tête géniale. Il réfléchit, il travaille, et il fait deux choses importantes : d'abord il intègre la notion d'économie dans la politique alors qu'elles étaient séparées ; il n'est pas seulement le seul à avoir compris que la politique, c'était plus compliqué - et la politique est cachée, occultée par l'alibi des législations - celui qui a dit cela était à Londres, il faut croire que Londres est une capitale qui donne des idées. C'était quelqu'un qui avait voulu garer ses fesses, parce qu'à Paris, ça sentait mauvais, il a dit les sociétés vivent plus de leurs moeurs que de leurs lois. Et MARX a intégré l'économie, et il a fait le 2<sup>e</sup> volet de son oeuvre, c'est la construction des structures. C'est un homme de système. Il a imaginé des choses, il les a dessinées au tableau noir, elles étaient bien fichues, elles étaient nouvelles, elles ont plu. Elles ont plu au point qu'un siècle après, sur toute la planète, on s'inspire de lui.

Mais LENINE, qu'est-ce que c'était Lénine ? Un Tartare cosmopolite, polyglotte, qui aimait autant les femmes que rouler à bicyclette, et cependant il est d'abord un homme d'action. C'est là que l'évidence me paraît aveuglante, mais c'est parce qu'elle est aveuglante qu'on ne la voit pas : qu'est-ce qu'a fait Marx ? Il a fait des livres ; qu'est-ce qu'a fait Lénine ? Il a fait une révolution. Heureusement nous ne l'avons pas vécue, car les révolutions sont des aventures, des séismes fabuleux, effroyablement coûteux, auxquels il vaut mieux ne pas assister. Dans cette exécution de l'oeuvre qui s'appelle une révolution, comme on construit un chef-d'oeuvre, comme on construit une machine, quelle place tenait la théorie ? infime, infime.

Il s'agissait de faire face à des situations immédiates, et convaincre les gens d'en tuer d'autres ; le rôle du marxisme ? le rôle de la théorie ? infime. Quand l'action est lancée, elle l'est, avec l'inspiration d'une idée ou d'une autre, mais c'est fini, on n'y pense plus, on n'a pas le temps d'y penser. Et ça me paraît une évidence que de dire qu'entre ces deux hommes, il n'y avait rien de commun, et que la révolution russe, c'est la révolution russe, et que le marxisme est une belle construction théorique d'un cerveau génial, mais un cerveau, ce n'est pas un bras. Je mets l'homme de terrain infiniment au-dessus de tous les théoriciens.

\* Après le discours des anciens, je veux parler de la génération qui a suivi, de ceux qui sont rentrés en 68. Tous ceux qui nous parlaient de Marx n'avaient pas forcément lu Marx dans le texte. Je crois que l'IRAM, à une époque, cherchait à analyser les modes de production, cherchait à plaquer sur les réalités sur lesquelles on travaillait l'idée des modes de production. C'est vrai qu'on a joué à cela, et au fond cela ne nous a pas avancé à grand chose.... Il a fallu très vite revenir à ce que, je crois, on peut appeler le professionnalisme. Il y a eu alors un vent de professionnalisme à l'IRAM. On va se référer à des théories agronomiques,

statistiques, etc... et je crois que c'est vrai qu'il y a eu des apports de cette nature à l'IRAM. Et moi, l'an dernier, j'ai eu un léger regret pour l'époque des modes de production. Je crois qu'il faudrait pouvoir réconcilier ce bras et ce cerveau. J'aimerais qu'on réagisse, qu'on ait une culture scientifique sur les grandes constructions théoriques sur le développement.

On a fait un mauvais usage de la théorie, et je crois que d'une certaine façon, dans les dernières années, on a exclu les théories, pensant qu'il n'y en avait plus aucun usage, ou alors que le mauvais. Et moi je crois que c'est faux.... Je ne voudrais pas qu'on conclut cela des mauvais usages de la théorie. Ces grandes constructions théoriques sur le développement, je crois, il ne faut pas se poser la question : "est-ce qu'elles sont vraies ou fausses ?". Il faut répondre : "pourquoi en choisir une plutôt que l'autre ? est-ce que c'est opérant ? en quoi, pour nous, dans l'action ?". C'est parce qu'on avait mal posé le problème de la théorie qu'on a ensuite voulu l'évacuer, et moi je ne suis pas pour qu'on l'évacue. Ca vaut le coup de relire Marx et de voir à quoi ça a servi, et en quoi ça n'a pas servi. Je pense que l'IRAM, dans la pratique, n'est pas un producteur de théorie : c'est un consommateur opérant ; pour quoi faire ? opérant pour qui ? à qui ça sert ? C'est quand même une question importante. Il faut aller un tout petit peu plus loin encore : vu ce qu'on a maintenant comme références de terrain (telle théorie nous a servi ou ne nous a pas servi à un tel endroit...) je pense qu'on peut, non pas construire une théorie, mais au moins en affiner certaines, c'est-à-dire ne pas être que consommateurs. Je crois qu'on peut aller un peu plus loin, on n'en construira pas des toutes faites, mais au moins apporter notre petite pierre : ici il faudrait nuancer, ici, ce n'est pas cohérent....

\* Les théories sont, de toute façon, toujours en décalage avec la réalité.

\* Je voudrais revenir sur ce qui a été cité sur les Comores. Cela va permettre de redescendre sur le terrain. On avait lu BOSERUP, on avait étudié l'histoire française, et on savait que la densité démographique peut entraîner certaines choses. On a étudié en détail une région qui avait un assolement biennal, donc avec ses problèmes d'érosion, de fertilité, de jachère, etc... et on s'est dit, en France, avant, il y avait l'assolement triennal, il y a eu suppression de la jachère, il y a eu du fumier. C'était quelque chose qu'on avait dans la tête, et c'est en visitant d'autres régions qu'on a découvert des utilisations, des pratiques paysannes qui mettaient en œuvre ce fameux fumier, des clôtures.... Donc, après avoir vu la réalité, on s'est dit : "ah ! mais il y a une théorie qui explique ça !" Ce n'est peut-être pas un hasard si c'est dans les régions où il y a une plus forte densité qu'il y a ces pratiques là. C'est une théorie qu'on avait dans la tête qui nous a permis de mieux regarder, de mieux comprendre ce qu'on voyait.

Mais aussi, pour faire le lien avec la théorie de transformation ou d'intervention sur les systèmes, ces théories que l'on a utilisées, c'est effectivement des théories sur l'évolution des systèmes agraires, ou sur leur transformation, qui ne sont pas des théories sur l'action ou sur le développement agricole lui-même. Et je crois qu'on a effectivement beaucoup de théories sur l'évolution des choses, et qu'on a peu de théories sur l'action et sur le développement.

\*  
Moi, je ne suis pas du tout d'accord là-dessus. Je crois qu'on n'a pas réussi à construire de théorie sur la transformation. On en a éparpillé dans chaque mission, dans chaque cas, dans chaque pays, on a des références à des modèles théoriques, souvent très implicites, mais on n'a pas profité de l'occasion de ces projets de terrain pour se construire et pour perfectionner des modèles théoriques qui peuvent exister, et auxquels on peut faire référence.

Je crois que c'est assez caractéristique sur les Comores. On a capitalisé sur la méthodologie, et absolument pas sur le modèle théorique qui a été à la base du choix de la méthodologie. Mais ça, je crois que c'est complètement ce que disait GUICHAOUA dans son texte c'est un repli sur la méthodologie parce qu'il y a eu tellement de doutes sur la théorie qu'on n'ose plus l'avancer. Je crois que c'est une grave carence, et je suis complètement de l'avis qu'il faut faire un retour sur la réflexion théorique, pour essayer de construire à partir des expériences de cas. Ce n'est pas du tout un problème de gens de terrain par rapport aux gens du siège. Depuis 5 ans, je n'ai absolument pas senti le débat sur la théorie des transformations agraires au sein de l'IRAM. Et ça, je trouve que c'est un enjeu pour les prochaines années de se lancer là-dedans. Je crois qu'on est assez bien placés, c'est autrement plus important à mon avis, si l'on doit se lancer sur la politique agricole, que de se perfectionner sur les modèles de planification, avec modélisation, etc....

## C O N C L U S I O N

### VERS LES TRENTE ANS DE L'I.R.A.M.

Les paroles des anciens....

\* Si j'essaie de me situer par rapport à comment est né l'IRAM, je crois que ce qui l'a caractérisé au départ, c'est que l'on était quelques-uns à vivre des situations à partir de réalités différentes : l'un qui était en France, lié par un travail avec Emmaüs, avec d'autres qui voyaient des problèmes internationaux ; moi qui étais au Maroc, confrontée avec les nouveaux problèmes d'un pays qui avait accédé à son indépendance. On a perçu le problème du décalage incroyable qui existait entre les propositions qui s'élaboraient au niveau gouvernemental pour la politique de développement du pays, et la quantité d'experts qui tout à coup dégoulinaient sur un gouvernement. On s'est dit : "Les paysans, là-dedans, qu'est-ce qu'ils ont à dire ?" Et en fait c'est comme ça que l'on s'est lancé dans une première expérience.

L'indépendance du Maroc en 1956, on peut dire que c'est à ce moment-là qu'a commencé un peu notre confrontation, notre réflexion plutôt, la réponse à un défi. Et en 1957, si je me rappelle bien, vers le mois d'Août 1957, on a fait le premier stage, après avoir travaillé pendant un certain nombre de mois avec les autorités régionales, provinciales, à Marrakech, où on avait comme alliés le Gouverneur, le responsable de l'Agriculture, le responsable syndical. On a proposé de mettre face à face des paysans de la province, qui d'ailleurs à l'époque étaient en gros tous ceux qui avaient un rôle de leadership dans leurs villages, et souvent qui avaient participé à la lutte pour l'Indépendance. En fait, on peut dire que c'est le premier moment de confrontation qui s'est avéré extrêmement riche, parce qu'en mettant les paysans ensemble, leur capacité d'exprimer leurs difficultés, leurs problèmes, leurs interrogations et même les questions qu'ils posaient sur la politique internationale ont complètement ahuri les gens qui étaient au niveau de décision.

Jusqu'alors, la relation avec le paysan était individuelle : le vulgarisateur allant sur la parcelle.... Alors, finalement, on peut dire que le choix initial se situait dans une option, on était dans tout le courant qui avait fait l'option pour la décolonisation, l'indépendance, le choix prioritaire des populations exploitées. Et, à partir de là, on a essayé de réfléchir au fur et à mesure qu'on était amené par la dynamique même de ce qu'on avait enclenché.

A l'époque, on ne se doutait pas qu'on allait être amené à aller travailler dans d'autres provinces, et on a été mis au défi à partir du deuxième stage qu'on a fait dans la province de Marrakech, par le Ministre de l'Intérieur de l'époque, qui a dit : "Voilà, on vous propose d'élargir le travail à l'ensemble des provinces marocaines !" Alors, on était mis au pied du mur : ou on disait non, ou il fallait répondre, et pour répondre, il fallait s'organiser, trouver du monde... et c'est comme ça qu'on a mis dans le coup les premiers aventuriers de l'IRAM. Je ne crois pas qu'il y avait tellement d'idéologie bien précise, il y avait des options, il y avait surtout le fait qu'on se trouvait dans une dynamique, dans une histoire. On se situait, bien sûr, dans un courant, et à partir de là on a essayé au fur et à mesure - c'est comme ça que je l'ai vécu - qu'on avançait, de comprendre mieux où on se situait, les forces en présence... alors c'est une des choses qui me gênent dans ce qui a été dit, j'ai toujours l'impression que la théorie, c'est une espèce de bloc dans lequel on puise.

On voit qu'il est absolument nécessaire de réfléchir, si l'on ne veut pas être dans une dynamique activiste, au fur et à mesure que l'on agit et que l'on puise dans les références, les connaissances qui ont été élaborées avant... c'est comme ça que je vois la façon dont on a avancé. Il y a des moments, effectivement, où l'on risque de dévier un peu....

\* En ce qui concerne les origines de l'IRAM, je pense qu'il y avait tout de même 2 ou 3 éléments idéologiques qui étaient très clairs. Premièrement, en tant qu'appartenant à des courants de christianisme de gauche qui étaient très forts, et la liaison de la Direction de l'IRAM de l'époque avec Esprit était très forte. Il y avait là quelque chose qui advint au milieu des années 50, jusqu'au milieu des années 60, et qui fut très porteur pour des tas de gens. Je le rappelle : le 25<sup>e</sup> Congrès du PC, et la découverte par le monde entier de ce qu'était la réalité de l'URSS, Tito et la Yougoslavie qui apparaissaient comme un modèle alternatif basé sur l'auto-gestion, Bandung et le Tiers-Monde en émergence dans la société internationale (Sukarno, Nehru, ont été les grands leaders).... Il y eut tout un environnement historique - plus la guerre d'Algérie - qui a créé le sentiment que ce qui allait se passer dans le Tiers-Monde allait constituer des alternatives sérieuses au blocage des sociétés occidentales.

Ce qu'on nous a demandé à l'IRAM au début, ce que je resitue facilement en entrant en 1964 à l'IRAM comme salarié - depuis 1961 j'y passais pas mal de temps - a été une demande renouvelée par tous les pays, qui était de faire adhérer les paysanneries à l'idée de l'indépendance, non seulement en tant que nation - et pas seulement en tant que tribus -, et à l'Etat en tant qu'organe qui était capable de porter le développement. Et si on prend les premières séances de stages, je crois que tout ça a très bien marché, et je crois que si l'IRAM a eu en quelques années des activités dans un très grand nombre de pays qui venaient d'accéder à l'indépendance, au Maroc, au Sénégal, etc... c'était parce que cette activité a très bien marché.

Ensuite, ces Etats nouvellement indépendants se sont trouvés pris en tenailles entre l'environnement socio-politique et socio-économique international qui leur laissaient une marge extrêmement faible, plus les contraintes sociales qu'ils avaient à l'intérieur de leurs propres pays, de telle sorte que la marge d'action de ces Etats, par rapport aux sociétés rurales a été de plus en plus faible. Et de cela, on a trouvé des exemples dans le développement agricole d'un très grand nombre de pays.

Dans ces conditions, le schéma d'adhésion de ce qui était la demande initiale s'est trouvé rapidement altéré par le fait que l'Etat ne jouait pas ce rôle d'agent de libération qu'on attendait de lui, et il s'est très rapidement avéré être autre chose. Corollairement, on a vu partout, et c'est extrêmement significatif, l'animation en tant que mouvement, se bureaucratiser, devenir un service de plus en plus paralysant, paralysé, même si - et je ne renie pas une période que beaucoup d'entre nous ont vécue - on a eu dans ces services publics d'animation en voie de bureaucratisation rapide (au Sénégal, à Madagascar, au Niger) des actions pédagogiques, des actions de formation, qui étaient intéressantes. Ceci étant, on s'est retrouvé de plus en plus coincé dans des activités IRAM auprès des paysans, dans quelque chose qui était tout à fait contraire à l'idéologie initiale de la maison, et qui continuait à être un ferment pour les différentes personnes qui y sont rentrées, c'est-à-dire que la "libération des peuples" contre l'opresseur devait se traduire par quelque chose au niveau des paysans avec qui on travaillait. Et ceci s'est avéré de plus en plus difficile, et on s'est retrouvé de plus en plus coincé entre des organisations paysannes qui n'émergeaient pas pour des raisons politiques et des rapports de classes, et un encadrement qui venait de la part de l'Etat, qui était de plus en plus technique, qui laissait de moins en moins d'espace aux initiatives, aux organisations.

Là-dessus est venu Mai 68, et le marxisme est apparu à un certain nombre d'entre nous, comme, enfin, la théorie qui allait permettre d'expliquer pourquoi tout cela ne marchait pas, et la maison a connu de ce fait une évolution rapide. Il y a eu d'autres faits importants, le début de notre travail en Amérique Latine, qui nous a donné sur les rapports de classe à la campagne, les rapports avec la vie politique, une vision plus structurée, plus facile que ce qu'on pouvait avoir en Afrique. Je rappelle aussi que, parmi les gens qui ont élaboré la théorie de la dépendance, il y avait des latino-américains. Alors, on a trouvé que c'était la solution du problème, et puis on s'est embarqué grosso modo dans des voies marxistes-marxiennes, qui ont conduit à des itinéraires politiques variés. Je le précise parce qu'on est dans le domaine des idéologies. Ça a été, pour un certain nombre, le PSU, expression de l'auto-gestion, c'est-à-dire organisation politique porteuse de l'auto-gestion. Et puis après 1974 et l'échec des petits partis, un certain nombre ont rejoint le PC. Je passe sur les évolutions qui ont suivi, mais grosso modo, ça a été les deux grandes lignes qui ont marqué la maison à cette époque-là.

Là-dessus, les principaux protagonistes de cette période historique disparaissent en tant que salariés, et la maison IRAM, en tant qu'entreprise, se retrouve considérablement rajeunie dans ses cadres et, même si je ne sais plus très bien où ça en est, ce qui me paraît certain, c'est que 80-86 marque pour les Français une étape d'évolution politique considérable, dans laquelle la rupture avec le PC, la remise en cause de l'Etat, deviennent des éléments importants de la réflexion politique, et je ne suis pas surpris quand je vois les évolutions qui se sont passées depuis 1955 à la fois dans les pays où on travaille, dans nos propres têtes, et dans l'évolution récente de la société française, je ne suis pas surpris qu'on exprime un certain désarroi.

Mais moi, je n'en tirerai pas du tout de conclusions pessimistes ou alarmantes. On se trouve au contraire dans une période où un certain nombre de choses qui ont été présentées comme des dogmes se sont avérées non vérifiées dans les faits, un certain nombre de partis auxquels nous avons adhéré ou cru se sont avérés ne pas conduire à des solutions politiques réalistes, il faut reconstruire quelque chose, ça n'est pas du tout une période déprimante à mon avis.

\* L'idéal serait qu'à différentes générations, les anciens puissent se retrouver pour discuter un peu. On caricature toujours terriblement : ainsi, quand certains disent qu'il s'agissait de faire adhérer les paysans aux politiques d'Etat, moi je ne suis pas d'accord du tout, parce que c'était tout à fait l'inverse au démarrage, et si cela a été entendu comme ça, à certains moments, je vais poser la question : pourquoi ? comment ? Ca serait intéressant d'essayer un dialogue entre générations, c'est-à-dire entre expériences différentes, à la fois continentales et autres. Il s'agit de la confrontation entre générations et expériences.

Que retient-on pour l'an prochain ?

\* Je rappelle ce que disait l'un des participants : Cette journée, ça m'intéresse bien, au moins je retrouve les journées anciennes de l'IRAM, et il disait cela par rapport à son passage de l'an dernier, où cela l'intéressait moins. Il préfère ce type de journées où l'on réfléchit aux questions de fond. Par rapport à ça, ma préoccupation, c'est qu'en même temps je pense que dans cette démarche, c'est important d'avoir cette réflexion historique par rapport à nos pratiques, ce qu'elles ont été, mais en même temps, moi, ça m'intéresserait bien qu'on n'oublie pas de faire le lien entre ce qu'on a fait cette fois-ci et ce qu'on a fait l'an dernier. Que toutes ces réflexions sur les théories éclairent aussi nos pratiques professionnelles d'aujourd'hui. Qu'on n'oublie pas de faire le lien entre les deux.

\* Y a-t-il 2 ou 3 idées qui se dégagent ? Je n'ai pas l'impression. J'ai trouvé que c'était intéressant, foisonnant, mais que peut-être il n'y avait pas une ou deux grandes choses qui ressortaient. Peut-être simplement l'idée : est-ce qu'on peut réfléchir sur les théories, plutôt que la théorie, des changements agraires ? N'est-ce pas quelque chose qui peut, à partir de tout le capital accumulé par l'IRAM, toutes ces études de cas de terrain concret qu'on a, est-ce que ça ne serait pas intéressant de confronter cela avec une ou deux ou trois théories qui sont ou qui ont été dominantes pour essayer d'affiner, peut-être pas produire de la théorie en tant que telle, mais de dire celle-là, ça colle dans tel et tel cas, celle-là doit être affinée par tel ou tel élément, etc.... C'est une des faiblesses que chacun a ressentie . Beaucoup ont dit : sur le terrain, on n'arrive pas à avoir suffisamment de réflexion théorique, et le théorique, c'est quand même extrêmement important.

La deuxième suggestion, c'est que moi, parmi les choses qui m'ont beaucoup intéressé pendant cette session, c'est les discours de nos anciens. C'était intéressant de voir pourquoi à telle époque on a pris telle option, et en voyant bien que tout ce qui par exemple a trait aux théories de l'animation qui nous ont réunis un certain temps, était très lié au contexte des indépendances et d'une construction de l'Etat. Et c'est peut-être pour cela que les théories de l'animation ont été importantes et ont eu de bons résultats pendant les 4 ou 5 ans, ou les 10 ans en post-indépendance, et qu'après, compte-tenu des contraintes des Etats, ça a été enterré.

Il y a eu toute la réflexion, dont on a peu parlé ce matin, sur les réformes agraires. Pendant une dizaine d'années en Amérique Latine, on est surtout intervenu sur les réformes agraires, Chili, Pérou, et c'était une autre phase historique tout de même très intéressante, et puis maintenant, il y a d'autres innovations....

Je me demande si cela ne serait pas intéressant au cours de l'année - on ne sait jamais exactement quand l'IRAM a été créé, si cela a été en 1956 ou 1957, on a décidé que l'on fêterait le 30<sup>e</sup> anniversaire en 1987 - si ça ne serait pas intéressant, à partir de cette expérience, (on est quand même assez peu d'organisations à avoir 30 ans d'accumulation et il y a eu des écritures successives, dans nos archives et dans nos caves, on ne sait plus quoi faire tellement il y a de papiers qui ont été déposés), si ça ne serait pas intéressant, peut-être, de conjuguer ces deux préoccupations : c'est-à-dire une première réflexion sur l'histoire de l'IRAM, et les pratiques de l'IRAM pendant 30 ans, en essayant de bien situer l'IRAM par rapport au contexte politique de l'indépendance, de l'évolution des Etats, etc... et à la fois peut-être que cela nous permettrait aussi d'interroger un certain nombre de théories en disant celle-là nous a servi à certains moments et puis on l'a rejetée pour telle ou telle raison, ou bien on l'a appliquée et on s'est aperçu qu'il y avait tel ou tel noyau qui était intéressant, et tel autre qu'on a rejeté ?

Voilà une hypothèse : faire le pont entre l'histoire des 30 ans de l'IRAM, et une réflexion sur les théories des changements agraires.

\* Moi, je trouve que quitte à faire un anniversaire, il faut qu'au moins à un moment, cela soit un peu rigolo.

\* On en a discuté cette semaine, puisqu'on avait un Conseil de Direction. Alors il y avait des gens qui avaient la même attitude que toi, disant que l'IRAM, c'était un peu austère et sévère, et donc on se demandait si on ne pourrait pas faire des sketches, Ravachol giflant l'ambassadeur de France au Laos, ou à Madagascar, faire un musée de l'IRAM aussi, avec des vieilles photos, des choses comme ça... toutes les idées sont les bienvenues.... C'est vrai qu'à l'IRAM, on n'est pas des rigolos, on a assez peu le sens festif, mise en scène, communication, etc.... Mais si parmi nous il y a des gens qui ont ces capacités, ça serait avec grand plaisir, et si toi tu as des idées lumineuses, ça nous intéresse bien....

A N N E X E I

CONTRIBUTION André GUICHAOUA

### En préalable

Ce thème me plaît.

Les raisons en sont simples. Le sujet n'est pas -il s'en faut de beaucoup- dans l'air du temps, particulièrement dans une période politique quelque peu désenchantée. Mais son enjeu est important. Il offre l'occasion de réfléchir d'abord à titre personnel, puis collectivement à des sujets qui dépassent les auto-interrogations sur l'IRAM (ses références, son image, sa "fidélité" évolutive pour les uns, son avenir et sa crédibilité comme employeur pour les autres) et qui oblige à reformuler des approches dont certains peuvent penser légitimement qu'elles ne sont plus d'actualité ou sous lesquelles -plus radicalement- ils ne voient qu'un habillage nostalgique ou abusif de pratiques désormais bien prosaïques et banales.

Le risque est grand cependant que le débat n'apparaisse d'emblée comme réservé aux initiés et que les "non spécialistes de la théorie" ne puissent ou ne veulent s'exprimer que comme "techniciens", reproduisant une division du travail vécue peut-être, mais à ce niveau erronée entre ceux du siège "qui gèrent et pensent" et ceux du terrain "qui font les expériences" et "n'ont pas le temps ni les moyens de les théoriser".

Les remarques qui suivent ne sont donc rien d'autre qu'une réflexion formulée d'une manière assez hâtive liée à un itinéraire personnel et -inévitablement- marqué par des pratiques professionnelles bien particulières.

## QUI EST EN CRISE ?

Les théories du développement sont-elles en crise ? Apparemment, il est permis d'en douter. Le volume de la production théorique sur le développement ne diminue guère. Le renouvellement des thèmes idéologiques, la définition de nouveaux "groupes-cibles" et interlocuteurs privilégiés ne connaissent guère de pause, la diversité et raffinement des méthodologies d'approche s'accroissent, les lignes politiques sous-jacentes sont pour certains de plus en plus nettes et convaincues. Les ouvrages de synthèse ne manquent pas (les PUF viennent de sortir l'ouvrage "que l'on attendait depuis 10 ans" sur l'économie du développement...). Enfin, les institutions qui servent de chefs de file dans ce domaine, le groupe de la Banque Mondiale en particulier, ne manifestent guère d'état d'âme théorique et le doute ne transparait que rarement dans leurs publications et conférences officielles même si on peut constater une usure assez rapide des approches et recettes préconisées. Tout amateurs de convictions fortes peut, par exemple, se plonger dans la lecture de "Finances et Développement" qui représente bien l'idéologie dominante de l'aide et de ses experts, et livre régulièrement les dernières orientations théoriques sur lesquelles il faudra à terme aligner ou situer ses propres interventions.

Du point de vue des structures dominantes de l'aide et de la coopération (qui majoritairement ne "vivent" plus de l'agriculture et qui ne s'occupent pas que de l'Afrique Noire !) l'impuissance à résoudre certains problèmes de développement (endettement, misère paysanne et dépendance alimentaire, problèmes urbains), ceux dont on discute spontanément entre nous, n'est que très partielle et concerne surtout des terrains secondaires par rapport aux enjeux stratégiques réellement poursuivis, ceux que l'on ne peut régler avec un énième moratoire ou prêt ou des déblocages de vivres : renforcer et structurer les appareils d'états "nationaux", consolider et "ajuster" les mécanismes de transfert des richesses et des ressources (1), assurer la fidélité des classes "moyennes" administratives et/ou affairistes susceptibles de donner du corps aux pouvoirs en place, leur transmettre les compétences gestionnaires et techniques, les moyens militaires, politiques, économiques et idéologiques nécessaires au contrôle et à la manipulation des mouvements sociaux dans les campagnes, les usines et les villes.

---

(1) De ce point de vue, l'"industrialisation des jeunes nations" asiatiques ou latino-américaines est fréquemment considéré comme une "réussite" par les organismes de prêts ou d'assistance (ONUDI,...)

Dans cette optique, les théories du développement à large diffusion publique et correspondant à des disciplines bien spécifiques n'illustrent qu'un aspect et pas le plus décisif de la réflexion théorique d'ensemble. Elles habillent ou corrigent les véritables programmes stratégiques où travaillent d'autres experts (y compris sociologues, psychologues, économistes) et bureaux d'études. L'armée américaine entretient ainsi un secteur professionnel parmi les mieux pourvus en personnels et moyens pour monter les programmes de formation, de manipulation et de contrôle des élites locales mais aussi de connaissance et de quadrillage des populations "intéressantes" (syndicats, groupes socio-professionnels) notamment en Amérique Latine et en Asie. La France au Zaïre, au Gabon, en Centrafrique, etc... peut aussi témoigner d'importants budgets dans ces domaines qui peuvent même transiter par le biais d'ONG et d'associations adhoc...

A ce niveau "l'aide" n'est pas mesurée et n'est pas imputée à la dette du partenaire : il s'agit très prosaïquement de frais de fonctionnement de grandes nations démocratiques... Il y a donc bien "crise", mais localisée, sectorielle et globalement gérée selon des recettes historiques éprouvées (activement à la Grenade et au Nicaragua, ou en souplesse à Haïti et aux Philippines) avec des succès non négligeables depuis une dizaine d'années.

De l'autre côté, parmi ceux qui situent leur action au côté des groupes sociaux dominés, qui véhiculent des thèmes idéologiques liés à l'émancipation sociale, économique et politique des peuples, incomparablement, la situation de "crise" -des théories et des pratiques- est perçue intensément quelles que soient les nuances et l'hétérogénéité qui divisent cette population. Je me limiterais ici à la sensibilité de "gauche" la plus représentative d'une large fraction du public de l'IRAM : celle qui, par exemple, peut se reconnaître dans la campagne "rétro" du "Monde" lancée cet été sur "les années 60" avec la republication d'articles glorieux (comparés à la conjoncture présente), sur la guerre d'Algérie, le FLN, l'UNEF, l'OAS, les indépendances africaines, etc...

Effectivement, les années 60, profitant pleinement d'une double conjoncture favorable, avec l'avènement des indépendances, la montée générale des luttes d'émancipation nationale, et aussi la diffusion massive des sciences humaines renouvelées dans le grand public ont vu proliférer les théories et théoriciens du développement.

C'est l'époque assez exceptionnelle où des experts engagés, plus militants que techniciens, assument des responsabilités importantes auprès des nouveaux pouvoirs, où des universitaires se reconvertissent aux disciplines du développement, où les ex-leaders de "l'UNEF de la guerre d'Algérie" font leurs expériences et leurs thèses en coopération, et donnent une impulsion remarquable à des recherches proprement inédites. De nombreux terrains jusque là peu fréquentés ou interdits s'ouvrent, les mouvements sociaux occultes ou baillonnés s'expriment et les théoriciens apprentis ou confirmés disposent d'un public spécialisé ou non qui se passionne pour les nouveaux concepts et théories qui fleurissent, y compris dans leurs composantes "messianiques" (régénération du "vieux monde", "dieu est noir", "pensée Mao Tse Toung" et "le soleil se lève à l'est" des chinois, etc...).

Suivent alors une quinzaine d'années de "grâce" pour les théoriciens progressistes rythmées, en France, par les publications activement attendues des éditions Maspéro, et qui culminent avec la fin de la guerre du Vietnam, le retournement du rapport de force au profit des pays de l'OPEP. Mais les victoires sont redoutables à gérer : la série continue des échecs politiques des régimes progressistes en Afrique et en Amérique Latine ; le caractère apparemment fatal de la dérive des modèles qui se consolident, du Vietnam au Congo en passant par Cuba et l'Algérie, donnent le signal du reflux militant et théorique et mettent à nu des divisions jusque-là masquées par les combats communs.

Contraste et transition symboliques : en pleine liquidation de la révolution culturelle chinoise et après les échecs des grandes mobilisations des "ressources humaines potentielles inemployées" à Cuba, un organisme international commençait à vendre avec un succès désormais consacré des programmes d'"investissement-travail" aux gouvernements africains, mais aussi asiatiques (!) financés par des dons multilatéraux au début des années 70, au moment même où s'achevaient les grands programmes de recherche et d'analyse du CIDA en Amérique Latine sur les mouvements et structures paysannes et la phase des grandes réformes agraires, l'OCDE mettait à la disposition des experts un ouvrage de micro-économie et de psycho-sociologie sur le comportement et les mentalités des paysans traditionnels... Mais les désillusions les plus vives viennent des modèles du socialisme proposés à l'analyse et à la critique.

Introduits dans les pays par des intellectuels généralement formés à l'étranger et prédestinés de toute façon aux postes d'encadrement, plus ou moins appropriés par les paysans et ouvriers dans leurs luttes quotidiennes, les marxismes

réels du tiers-monde font rapidement de l'Etat le moteur des transformations sociales. Le socialisme s'incarne dans des formes d'étatisation de la société : un modèle politique (l'organisation léniniste et des modes d'organisation soviétique), un cadre économique (techniques de planification), une idéologie (discours de reconnaissance entre des cadres dirigeants et des régimes théoriquement solidaires).

L'état socialiste canalise, contrôle voire réprime ouvertement l'émergence de mouvements sociaux inédits, l'ouverture de nouveaux espaces politiques, mais plus grave de conséquence est son impuissance à intégrer et à assumer les revendications de populations parmi les plus dominées : femmes, populations pré-prolétaires "non-structurées", paysannerie traditionaliste, spécificités régionales, etc. C'est dans un rapport de force très défavorable où de nombreux intellectuels de gauche rompent violemment avec leurs positions passées ou réapprennent les vertus du silence que se renouvelle profondément le contexte de la coopération et de l'aide : durcissement des clivages politiques, réduction des budgets, redéploiement régional ou sectoriel avec les concurrences et épuration qui les accompagnent inévitablement.

Désormais sans rapport théorique ni modèle de référence reconnus et valorisés, confrontée à une pression politique et institutionnelle extrêmement forte (1), l'analyse théorique spontanée des personnels de l'aide et du développement va glisser très majoritairement vers le désengagement et les positions neutres "mutuellement acceptables" : refus ou défiance vis-à-vis des vastes synthèses théoriques, mise en avant de préoccupations essentiellement professionnelles et opératoires, primat accordé (selon les disciplines et les domaines d'intervention) aux préoccupations "méthodologiques" et au perfectionnisme des techniques, gestion au jour le jour des programmes, repli sur le développement au ras du sol, les micro-réalisations, les micro-objectifs et les micro-convictions.

Le sentiment profond de cette perte d'influence, de déconnection vis-à-vis de mouvements sociaux actuellement embryonnaires ou isolés, la difficulté de renouveler les pratiques et l'impuissance face à certaines contraintes structurelles sont apparues encore plus crument au cours des années "de gauche" qui viennent de s'achever alors même qu'il fallait gérer et assumer l'ensemble des con-

---

(1) Déclins des effectifs de coopérants et experts, réduction des budgets, fermeture ou mise au pas des centres de recherches, filières universitaires trop marqués politiquement, etc...

traintes et contradictions d'une politique de coopération et d'aide au développement.

### LA PRATIQUE THEORIQUE DE L'IRAM

Après avoir généreusement participé et adhéré au cours des années "flamboyantes", l'IRAM manifestement n'a pas échappé, n'échappe pas au reflux, adaptations, reconversions et ambiguïtés entre la sauvegarde de références théoriques explicites et marquées et les exigences collectives et personnelles de reproduction de la structure. Non seulement, l'IRAM s'est trouvé maintes fois en retrait par rapport aux possibilités du terrain ou en retard face à des interventions plus engagées, mais il a aussi dans certains cas, délibérément ou non, "profité" et anticipé sur le flou théorique ambiant, participé à des opérations bien incertaines idéologiquement.

L'essentiel pourtant n'est pas là. Il réside dans la capacité à maintenir globalement une réflexion sur ses pratiques et son ancrage progressiste. Cette capacité me semble tenir à deux conditions qui, l'un dans l'autre, et jusqu'à ce jour ont toujours fini par prévaloir, à sauver la mise dans les périodes difficiles :

1. Participation active de l'institution et de ses membres aux réseaux regroupant les institutions susceptibles de travailler dans la même optique -ce qui peut aller de soi- mais aussi contacts étroits avec les institutions directement en prise sur les mouvements sociaux (syndicats, partis, Eglises) ou chargés de réfléchir aux pratiques sociales et à leur évolution (groupes d'études, universités). Les universités et Eglises continuent à jouer par exemple un rôle décisif pour donner une consistance concrète et active à des éléments du marxisme (prise en charge de thèmes et de terrains d'intervention sur lesquels les organisations "partisanes" s'avèrent souvent impuissantes ou (par nature ?) incapables).
2. Recherche de terrains ou domaines d'intervention "à risques" ou peu pratiqués. Une mission originale, une expérience nationale particulière, une recherche inédite peuvent suffire pour permettre des investigations inattendues, démarrer une nouvelle réflexion, engager à temps les réorientations nécessaires.

Dans cette optique, la prise en charge de ces deux exigences et les modalités

pratiques qu'elles impliquent (1) ne peuvent être effectivement déléguées ou appropriées par des "intellectuels" à l'intérieur ou de l'extérieur de l'institution. L'IRAM n'a pas pour vocation première de produire de la "théorie". En définitive c'est toujours sur le terrain, dans la capacité à l'analyser, à entrer en contact avec les acteurs locaux, à inscrire une action collective dans la durée que les départages s'opèrent, que l'institution est jugée, que les théories prennent corps. Mais à l'inverse ceux qui se vivent comme "praticiens" ou "professionnels" deviennent absolument interchangeables à partir du moment où ils laissent à d'autres le soin de "théoriser" leurs pratiques ou assimilent spontanément les analyses fluctuantes qu'offre le "marché aux idées dominantes" des experts.

---

(1) Mode de fonctionnement de l'IRAM, politique de recrutement et de "gestion" du personnel, diversité des domaines d'intervention, des références politiques au sein de l'institution et avec ses interlocuteurs...

A N N E X E II

DOCUMENT DE TRAVAIL - Marc DUFUMIER

## THEORIES ET PRATIQUES DU DEVELOPPEMENT

(Quelques vérités élémentaires... trop souvent oubliées)

Avec "Liberté sans frontières", la nouvelle droite étend son offensive idéologique sur le terrain de la coopération et des relations Nord-Sud. Les "Tiers-mondistes" sont accusés d'angélisme. Leur générosité camouflerait une ignorance crasse des lois de l'Economie, et leurs bons sentiments contribueraient à déformer les événements. Les opérations de développement qu'ils érigent en modèles ne sont couronnées de succès que dans la mesure où ils créent ici ou là des espaces protégés dans lesquels les modes d'intervention employés ne sont absolument pas reproductibles à l'échelle nationale. A force d'expliquer la pauvreté du Sud par la spoliation dont ils feraient l'objet de la part des pays industriels, les "Tiers-mondistes" en arrivent à pousser les pays du Tiers-monde "à l'isolement par rapport au reste de la communauté internationale, alors que les pays qui réussissent sont des pays qui, au contraire, s'ouvrent aux échanges internationaux". Et de proposer, même, un "nouvel ordre économique international" dans lequel les pays du Tiers-monde seraient "assistés par un soutien aux cours mondiaux des produits de base et par des transferts financiers systématiques du Nord vers le Sud". Plus grave encore, l'idée que les causes du sous-développement résident dans l'environnement économique des pays pauvres revient à oublier les facteurs intérieurs aux pays concernés ; et à trop vouloir ignorer la diversité des facteurs internes, les "Tiers-mondistes" s'imaginent (à tort) que le Tiers-monde existe en tant que communauté d'intérêt.

Que répondre face à de telles attaques ? Et qu'en est-il au juste des pratiques de l'IRAM ?

Sous prétexte de respecter les lois de l'économie, devrions-nous revenir ni plus ni moins aux règles du "libre" échange ? Peut-on raisonnablement penser que les pays du Tiers-monde trouveraient une insertion plus efficace dans la division internationale du travail en se spécialisant selon leurs "avantages comparatifs" ? Rien n'est moins sûr : ce serait ne pas tenir compte des méfaits de l'échange inégal. Dans les conditions techniques et sociales actuelles, les écarts de productivité sont tels, entre les agricultures des pays industriels et celles du Tiers-monde, que les quantités de travail échangées pour un même prix entre le "Nord" et le "Sud" sont souvent dans un rapport de 1 à 100. Un litre d'huile d'arachide produit au Sénégal, exige 100 fois plus d'heures de travail qu'un litre d'huile de soja produit aux Etats-Unis, or ces 2 huiles s'échangent à peu près au même prix sur le marché mondial... Pour résister à la concurrence de "l'Uncle Ben" nord-américain, le paysan du Nord Est Thaïlandais (qui continue de repiquer le riz à la main) doit accepter une rémunération de son travail plus de 100 fois inférieure ! Comment espérer, dans ces conditions, que les agriculteurs du Tiers-monde, puissent épargner et investir dans l'amélioration de leur outillage, pour accroître à leur tour la productivité du travail, et devenir un jour concurrentiel ? Les pays du Tiers-monde ont en commun d'avoir été intégrés aux échanges internationaux à une époque où les pays industriels bénéficiaient déjà d'une productivité du travail très largement supérieure à la leur. Cette intégration s'est opérée sous des formes et dans des conditions extrêmement diverses, mais tous les pays du Tiers-monde se doivent de protéger plus ou moins leur agriculture pour amorcer un développement autocentré. C'est ce à quoi les bourgeoisies au pouvoir éprouvent des réticences lorsqu'elles sont plus ou moins directement liées au commerce import-export. Ne nous leurrons pas : la loi des avantages comparatifs suppose la libre circulation des hommes et des marchandises, mais ceux qui la prônent aujourd'hui sont ceux-là mêmes qui érigent des barrières à l'immigration : accepteraient-ils qu'au nom des avantages que présentent le bassin parisien, les paysans haïtiens viennent s'y installer ? Le "libéralisme" de certains a des relents de dogmatisme et d'intolérance. Il ne sert qu'à justifier la domination des plus forts.

Les pays du Tiers-monde ne peuvent se développer que sur la base d'une agriculture relativement prospère. Non seulement cette dernière doit produire au moindre prix les matières premières d'origine agricole et les biens alimentaires

dont ont respectivement besoin les industries et les couches urbaines, mais elle doit fournir aussi l'épargne nécessaire aux premiers investissements industriels et le marché intérieur pour l'écoulement des nouveaux produits. Certes, l'existence de revenus pétroliers peut, dans certains pays, permettre d'entreprendre de grands investissements sans attendre que l'agriculture soit en mesure de fournir l'épargne correspondante, mais même dans ces cas précis, les risques ne sont pas nuls de voir les industries ne fonctionner que pour une part très faible de leur capacité, du fait de l'étroitesse du marché intérieur (cf. : Algérie, Venezuela, ...). Certains proposent alors d'y implanter surtout des industries d'assemblage destinées aux marchés extérieurs (cf. : les maquiladoras du Mexique, les industries textiles de l'Asie du Sud Est, ...), mais celles-ci ont souvent une durée de vie très fugace et sont totalement dépendantes de stratégies étrangères (cf. : les pressions protectionnistes aux Etats-Unis, l'accord multifibres, etc...). Les exemples de Taïwan et de la Corée du Sud valent le coup d'être médités : le développement industriel de ces pays a succédé à de profondes réformes agraires, parmi les plus radicales du monde "occidental" (sic). Bien que conçues initialement pour des raisons surtout politiques (soustraire la paysannerie à l'influence du communisme après l'avènement de la Chine Populaire et la guerre de Corée), ces réformes ont permis un essor indéniable de la production vivrière ("révolution verte") et se sont traduites par un élargissement et une homogénéisation du marché intérieur pour les jeunes industries. Fortes des économies d'échelle réalisées sur ce marché intérieur, les industries sont parvenues à des niveaux de rentabilité tels qu'il leur a été ensuite possible de partir à la conquête de marchés étrangers. Aujourd'hui encore, face aux velléités protectionnistes des Etats-Unis et de l'Europe, le marché intérieur exerce un certain pouvoir "tampon" pour de nombreuses industries de ces pays. Rien de tel n'existe en Haïti...

L'essor économique des nations du Tiers-monde passe inévitablement par un accroissement de la productivité de travail dans l'agriculture. Chaque actif agricole doit être en mesure de produire chaque jour davantage pour nourrir une population sans cesse croissante et dégager une épargne susceptible d'être réinvestie aussitôt à des fins directement productives. L'augmentation de productivité peut se faire, selon les cas, par extension des superficies cultivées (techniques extensives) ou par accroissement des productions à l'hectare (techniques intensives). Il s'agit en fait de trouver les techniques, les moyens de production, et les formes d'organisation, les plus appropriés à chaque situation.

L'important est de veiller à ce que l'accroissement de productivité se traduise effectivement par une augmentation sensible des volumes produits sans pour autant réduire au chômage une main d'oeuvre qui serait devenue excédentaire. La productivité du travail doit se référer à l'ensemble de la population en âge de travailler qu'elle soit active ou inactive. Il s'agit aussi de travailler à la transformation des rapports sociaux, de façon à ce que l'épargne agricole soit effectivement réinvestie, dans l'agriculture ou dans d'autres secteurs (artisanat, industrie...), à des fins directement productives (améliorations foncières, transformations de l'outillage, création de nouvelles unités de production, etc...) et au profit du plus grand nombre (seule une distribution égalitaire des revenus permet de garantir un marché intérieur relativement homogène pour les nouvelles activités économiques).

Et l'IRAM dans cette galère ?

Dans le cadre des projets pour lesquels il est amené à intervenir, l'IRAM se doit de concevoir et proposer les solutions (techniques, économiques ou sociales) qui aillent le plus possible dans le sens d'un développement autocentré. Et nous savons d'ores et déjà que rien ne peut se faire sans un minimum de protection, et sans une injection initiale de capital en provenance de l'extérieur : c'est bien çà la contradiction dans laquelle nous sommes appelés à naviguer en permanence. Les fonds apportés par les projets doivent être utilisés au maximum dans le but de créer une dynamique dans laquelle les populations laborieuses directement concernées soient en mesure de maîtriser par elles-mêmes le développement de leur économie. Inutile de dire qu'il n'existe aucune recette en la matière. Le rôle de l'IRAM est précisément d'analyser avec rigueur la spécificité des situations (niveau des forces productives, état des rapports sociaux) pour concevoir et proposer ensuite les solutions les plus à même de déclencher un tel processus : ces solutions ont toutes les chances de concerner à la fois les techniques de production et les formes d'organisation sociale. Mais le problème est que l'IRAM risque de ne pas toujours être entendu, du moins par les auteurs et les techniciens des projets. D'où l'intérêt parfois de créer nos propres espaces protégés dans lesquels nous travaillons avec des partenaires plus ou moins sélectionnés à notre convenance : c'est ainsi qu'il nous est possible de réaliser effectivement quelques petites choses, de rester constructifs, et de montrer à quelles conditions un réel développement serait possible. L'important

est de ne pas rester enfermé dans les difficultés quotidiennes de nos projets, mais de penser à chaque instant quels pourraient être les éléments concrets à prendre en compte pour la définition de nouvelles politiques agricoles. Voilà d'ailleurs un terrain sur lequel l'IRAM devrait pouvoir se lancer désormais : grâce à ses analyses théoriques et à son expérience de terrain, l'IRAM devrait être à même aujourd'hui de s'engager à poursuivre une réflexion et faire des propositions en matière de politique agricole.

A N N E X E    I I I

CRISE DES THEORIES DU DEVELOPPEMENT ET SES

CONSEQUENCES POUR L'IRAM - Dominique GENTIL

## I. LA CRISE DES THEORIES DU DEVELOPPEMENT

1.1. Sans doute serait-il plus exact de parler de crise de certaines théories du développement car la vieille théorie (1) ou l'idéologie (2) du 19<sup>e</sup>, le libéralisme, se porte bien, ici comme dans d'autres secteurs.

1.2. Ce qui est remis en cause, ce sont les visions globales à la fois des lois, plus ou moins inéluctables, d'évolution et des rapports structurels entre blocs de pays. Ce sont bien sûr les vieilles théories mécaniques des "étapes de la croissance" (Rostow) et de la succession des modes de production (Staline), mais aussi, apparemment et en vrac, de la dépendance, de l'échange inégal, de la configuration Centre/Périphérie, de la division internationale du travail, de l'intégration progressive du capitalisme, de l'impérialisme et des solutions proposées, la révolution, la rupture avec le système mondial, le développement autocentré. Tout ce qui apparemment a alimenté la réflexion au cours de ces vingt dernières années, pour prendre un temps court.

1.3. Cette remise en cause est liée à la perception d'un échec du développement et de ses principaux modèles alternatifs : le peu de succès des pays inspirés par le "marxisme", ou plutôt le stalinisme tropicalisé (Cuba, Vietnam, Angola, Mozambique, Ethiopie...), ou par les chantres du développement autocentré ou de la self-reliance (Tanzanie). Samir Amin s'est déconsidéré quand il a proposé le Cambodge comme modèle de développement autocentré, d'autres lorsque l'Iran les a séduit.

---

(1) Théorie : 1. Ensemble d'idées, de concepts abstraits, plus ou moins organisés, appliqués à un domaine particulier.

2. Construction intellectuelle méthodique et organisée, de caractère hypothétique (au moins en certaines de ses parties) et synthétique.

(2) Idéologie : science qui a pour objet l'étude des idées, de leurs lois, de leur origine.

Marxiste : Ensemble des idées de croyance et des doctrines propres à une époque, à une société, ou à une classe. Système d'idées, philosophie du monde et de la vie.

Les modèles classiques ne semblent guère plus réjouissants avec la croissance de l'endettement, les déséquilibres alimentaires, la désertification, l'instabilité politique et la répression accrue...

1.4. Cette vision catastrophique est cependant partielle et partiale. Plusieurs pays d'Asie (Inde, Indonésie, Thaïlande...) sont confrontés maintenant à des problèmes d'excédents agricoles, la Chine a accru considérablement sa production agricole depuis l'abandon du système des communes et pour certains pays (asiatiques et latinos) l'industrialisation n'est pas seulement dépendante, le résultat d'une stratégie de délocalisation des multinationales, mais se tourne de plus en plus vers le marché intérieur, est capable de développer des technologies propres et concurrence le "Centre" dans certains secteurs (par exemple l'armement, les chantiers navals, le textile, l'informatique...).

Ne restons donc pas le nez collé à l'Afrique, où du reste certains pays, comme le Cameroun ou la Côte d'Ivoire, malgré leurs difficultés, sont loin d'être à la dérive.

1.5. Cette vision contrastée rend compte d'un phénomène de plus en plus apparent, l'extrême diversité du Tiers Monde, qui avait été masquée partiellement par une relative unité politique, le front des 77 notamment, dans les discussions sur le NOEI (Nouvel Ordre Economique Mondial). Des théories générales du développement auront donc beaucoup de difficultés à rendre compte de cette diversité.

1.6. La crise des théories du développement doit par ailleurs être replacée dans une tendance générale de crise de toutes les théories, et pas seulement celle du marxisme. Il n'y a plus de grandes explications synthétiques du monde ou se voulant telles, mais des sciences particulières, donnant des résultats valables localement et insistant sur l'incertain et le probable.

1.7. Si le libéralisme reprend de la vigueur c'est parce qu'il propose quelques idées (ou axiomes) simples : développement de l'entreprise privée, diminution du rôle de l'Etat, libre échange et suppression du protectionnisme, liaison entre "libre entreprise" et démocratie politique (idées qui bien sûr ne sont que très partiellement appliquées dans le modèle américain de référence et qui sont inapplicables dans de nombreux pays).

De plus ces idées peuvent s'appuyer sur des critiques de phénomènes réels (trop grande emprise de l'Etat, effets pervers du protectionnisme, lien entre régime étatique et autoritaire...) et sur des réussites partielles (les NPI asiatiques, l'agriculture chinoise...). Elles correspondent en outre aux intérêts des dominants (les Etats les plus puissants, les "entrepreneurs", les commerçants...). Mais aussi le libéralisme propose une vision du monde beaucoup plus fluide où des échanges et des ajustements incessants se font, grâce au marché, entre des millions de producteurs et de consommateurs, des milliers d'entreprises, des centaines d'Etat.

Bien sûr cela débouche sur des inégalités croissantes, entre pays et entre classes sociales, sur la "marginalisation" du quart (version américaine) ou de la moitié (version "sous développé") de la population mais ceci peut être "acceptable" si la différenciation sociale n'est que relative (c'est-à-dire si l'écart se creuse entre "riches et pauvres" mais si la situation des pauvres s'améliore (1), ou si les mécanismes idéologiques (consentement à l'inégalité, présentée comme facteur naturel et éternel (il y aura toujours des riches et des pauvres) ou comme facteur de progrès (il ne faut pas décourager les innovateurs et les entrepreneurs) et coercitifs sont suffisamment adaptés et puissants.

Le libéralisme reste lié à une sorte de darwinisme social fait de "progrès" ou de croissance d'adaptation continue, du triomphe des forts et de l'élimination des faibles considérés comme phénomènes "naturels".

Ce retour à l'idéologie ancienne (début 19è). (2) plus archaïque que le marxisme et sa confusion entre libéralisme et liberté est rendu possible par le déclin des idéologies de gauche (solidarité, maîtrise du développement, lutte contre les inégalités...) et des expériences qui s'y réfèrent. Ce n'est pas une raison pour y succomber mais plutôt un défi à relever.

---

(1) Apparemment un des résultats de la Révolution Verte, cf Maurer pour l'Indonésie. Modernisation agricole, développement économique et changement social (Java) - PUF - 1985.

(2) En fait, la "légitimité" du pouvoir des forts est bien sûr beaucoup plus ancienne. Comme le disait nos grammaires latines "Primam partem tollo quoniam nominor leo" (je prends la première part parce que je m'appelle lion).

## II. DU BON USAGE DES THEORIES

2.1. En fait la crise des théories du développement permet de remettre en cause un certain nombre d'effets pervers de ces théories :

- l'oubli ou la déformation des faits lorsque ceux-ci ont l'incongruité de ne pas confirmer la théorie.
- la simplification, en ramenant la complexité à un facteur explicatif général (le progrès, la lutte des classes...) ou à des oppositions simples (tradition/modernité, Centre/Périphérie...)(1).
- la prise en compte uniquement des traits communs, des aspects généraux en négligeant la spécificité des situations.
- l'inéluçabilité des tendances ou l'intangibilité des situations (tendance aux crises de plus en plus mortelles du capitalisme et à leur dépassement par le socialisme, critique de la naïveté des actions partielles facilement récupérées (2) tant que "le système" global, "la division internationale du travail" sont en place).

Mal utilisées, les théories vont empêcher d'observer sans oeillères les phénomènes et de comprendre la complexité, la diversité et la nouveauté (3).

2.2. De ces critiques, il ne faut pas passer à l'attitude inverse qui est d'abandonner toute théorie et d'en revenir à un pur empirisme. C'est se condamner à ne rien voir et à être dominé sans le savoir par des théories implicites (a priori personnels et idéologies dominantes). Au moment où les enquêtes accumulent des faits tous azimuts et où les ordinateurs donnent l'illusion de pouvoir établir a posteriori des corrélations et des explications, il est bon de se souvenir du précepte de Darwin "Il n'y a pas d'observation sans théorie".

(1) D'où la sous estimation, jusqu'à une époque récente, des facteurs nationaux internes.

(2) D'où la croyance que l'industrialisation du Tiers Monde ne pouvait être que dépendante.

(3) Dans un autre domaine, F. Furet montre bien la difficulté de Marx à comprendre la Révolution Française, en voulant lui appliquer sa théorie (ou ses théories successives). Marx et la Révolution Française - Flammarion - 1986 - 288 pages.

2.3. Il faut seulement être à la fois plus prudent et plus ambitieux en ce qui concerne les théories.

a. Etre bien conscient que les théories ne sont que des constructions intellectuelles provisoires, des échafaudages, allant d'hypothèses (ou d'ensembles d'hypothèses) à d'autres hypothèses. "L'ordre que notre esprit imagine est comme un filet, ou une échelle, que l'on construit pour atteindre quelque chose. Mais après on doit jeter l'échelle car on découvre que, même si elle servait, elle était dénuée de sens... les seules vérités qui servent sont des instruments à jeter" (1). D'où la nécessité de la démarche scientifique, expliciter ses hypothèses et mettre au point un dispositif permettant de les corroborer ou de les infirmer.

b. Demander aux théories d'expliquer à la fois les régularités mais aussi les diversités et les singularités, les tendances lourdes mais aussi les innovations. Je rejoins ici totalement les préoccupations de Gastellu. "Je pense que la recherche dans les sciences sociales progresse, pour le moment, d'hypothèses en hypothèses, sans parvenir à la formulation de "lois" : une hypothèse ancienne est enrichie par de nouveaux faits, ce qui conduit à une nouvelle hypothèse, elle-même remise en question par d'autres faits ou une nouvelle formulation... En plus j'estime que dorénavant l'effort doit être porté sur l'hétérogénéité des sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest ; il faudrait déboucher sur une théorie de la diversité de ces sociétés, sur une explication qui rende compte de leur multiplicité, en rejetant les causalités monolithiques" (2).

2.4. Cette possibilité de va-et-vient entre général et spécifique, entre tendance lourde et nouveauté, peut être obtenue à partir d'une représentation de la réalité provisoire bien sûr, comme résultat d'interactions entre systèmes et acteurs, ceux-ci agissant à partir d'une situation donnée mais la modifiant. Selon les écoles, on insiste davantage sur l'importance du système qui laisse peu de place à l'autonomie des acteurs ou au contraire sur leurs marges de manoeuvre ; par ailleurs les uns privilégient les facteurs d'intégration, les autres les conflits. Touraine résume "les quatre coins de la sociologie" française par

---

(1) Eco (Umberto) - Le nom de la rose - Cité par Lipietz (A). Mirages et mirages - Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde - La Découverte 1985. Les deux lectures, d'un genre différent, sont hautement recommandables.

(2) Gastellu (JM). Petit traité de matrilinearité. L'accumulation dans deux sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest. Cahiers ORSTOM (Ss. Hum.) VolXXI, n°4, 1985, pp 413-432.

le tableau suivant (1) :

	Système	Action
Intégration	Utilitarisme (R. BOUDON)	Analyse des stratégies (R. ARON, M. CROZIER)
Conflit	Structuralisme critique (P. BOURDIEU)	Sociologie de l'action (A. TOURAINE)

Le vieux barbu disait déjà que les hommes construisent leur propre histoire mais à partir de conditions déterminées.

2.5. Apportons quelques compléments d'analyse à cette représentation globale :

a. Le système (et notamment dans le cas du développement, la division internationale du travail), n'est pas le résultat d'une volonté, d'une intention machiavélique (du Nord, de l'impérialisme, des multinationales...) mais la résultante toujours changeante de multiples stratégies collectives et individuelles et de leurs effets, menées par des acteurs profondément inégaux.

"La division du travail réellement existante entre les actions n'est que le produit des efforts des uns pour contrôler ou se libérer des autres, des efforts acharnés de telle ou telle alliance de classes pour l'autonomie nationale ou au contraire des politiques d'abandon menées au sein de chacune d'entre elles. Elle n'est pas une exigence du capitalisme mondial (si ce n'est que l'existence de celui-ci requiert logiquement l'existence d'une régularité quelconque dans l'allocation du travail). Elle est encore une fois une "trouvaille" ou plutôt même la rencontre de trouvailles, de résistances ou d'adaptations de ces trouvailles"(2).

(1) L'Etat des sciences sociales en France. La Découverte - 1986 (p. 139).

(2) Lipietz. Mirages et miracles (p. 25).

b. L'état du système à un moment donné, les acteurs et leurs stratégies restent des "individualités historiques" avec une spécification spatio temporelle. "Les interactions ou les interdépendances les plus abstraites ne sont jamais attestées que dans des situations singulières, indécomposables et insubstituables stricto sensu qui sont autant d'"individualités historiques" (Max Weber). Autrement dit, les constats ont toujours un contexte qui peut être désigné mais non épuisé par une analyse finie des variables qui le constituent, permettant de raisonner "toutes choses égales par ailleurs". Cette conformation épistémologique, qui a régulièrement déjoué l'effort d'imitation des sciences de la nature, fait l'unité de la tâche qui s'impose à toutes les sciences historiques. C'est en l'approfondissant que celles-ci ont pu forger leurs instruments spécifiques d'intelligibilité : typologies, périodisations, modèles, interprétation ou concepts descriptifs comme ceux de structure, de fonction, de culture (1).

c. Cependant la singularité s'inscrit toujours à l'intérieur de régularités, de tendances profondes, de mécanismes généraux qui ne varient que lentement : modes d'accumulations, modes de régulations, systèmes de classes, cultures... On peut retrouver ici le concept d'*habitus*, cher à Bourdieu "systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs des pratiques et des représentations..." (2).

2.6. En conclusion, la représentation de la réalité est une construction intellectuelle toujours imparfaite, qui s'appuie sur le paradigme de complexité et qui doit assurer une tension constante entre singularité et régularité, entre évolution tendancielle et réaction pour la contrecarrer, entre acteurs et systèmes. Il faut avoir un cadre général mais faire des analyses concrètes sans se tromper de temps (ne pas analyser une conjoncture en référence à une conjoncture antérieure déjà dépassée), ou de lieu (ne pas abuser de comparaison avec d'autres pays où les problèmes sont différents), ou d'échelle (les outils valables à l'échelle de l'"exploitation" agricole ou du terroir villageois sont distincts bien qu'articulés avec le niveau national ou mondial).(3)

---

(1) Passeron. Les sciences sociales, unité et diversité (p. 13-14) dans l'Etat des sciences sociales en France.

(2) Bourdieu. Le sens pratique - Minuit - 1980.

(3) Lacoste. Unité ou diversité du Tiers Monde - Maspéro/Herodote - 1980.

Mais la représentation n'est pas une opération purement intellectuelle. Tout son intérêt est qu'elle commande aussi les pratiques (cf. les analyses de Bourdieu sur les effets de théorie). C'est à partir d'elle que les différents acteurs sociaux vont mettre en oeuvre, plus ou moins consciemment, leurs diverses stratégies, qui obtiendront souvent des effets tout à fait différents de ceux qui étaient recherchés ou attendus.

### III. QUELQUES CONSEQUENCES PRATIQUES

3.1. Dans la conjoncture présente, et à partir des précautions proposées précédemment, une tâche importante est sans doute de construire des théories des crises (1) et à partir de là des scénarios de sortie de crise, avec des projets alternatifs crédibles. D'une manière générale, il est important de comprendre les mécanismes d'épuisement d'un modèle de développement, l'enchaînement et la conjonction de facteurs défavorables qui transforment les cercles vertueux en cercles vicieux, l'articulation entre crise locale (d'une région, d'un pays) et crise du système mondial.

Là encore, les analyses de Lipietz, sur les crises du système mondial, français ou des NPI (crise du fordisme et du fordisme périphérique) me paraissent pour le moment les plus stimulantes (2). Mais elles sont en grande partie inadéquates pour comprendre la spécificité des crises africaines et particulièrement sahéliennes, même si certains points communs viennent de l'état général du système mondial et de la dépendance.

3.2. Au point de vue économique, nous pouvons rapidement rappeler les caractéristiques des principales crises :

a. La crise du modèle technique agricole et de l'organisation de la production. Dans la majorité des cas, les interventions coloniales relayées par les politiques de post-indépendance aboutissaient à un modèle extensif relativement simple, avec des cultures vivrières destinées principalement à l'autoconsommation et une culture d'exportation par zone (arachide, coton pour le Sahel, café, cacao,

---

(1) Bien que je n'aime pas ce jeu de mot facile (crise des théories/théories des crises).

(2) Lipietz. Mirages et miracles (1985). L'audace ou l'enlèvement (1985).

palmier (1) dans d'autres régions). La croissance de la production se faisait surtout par extension des superficies (résultat de la croissance démographique et de la culture attelée), le maintien de la fertilité étant assuré par des jachères longues, un usage restreint de l'engrais pour les cultures d'exportation, la fumure animale pour les cultures de case. L'élevage, qu'il soit réalisé par des groupes spécialisés d'éleveurs nomades ou qu'il soit possédé et géré par des paysans sédentaires restait, en grande partie séparé de l'agriculture (zone pastorale spécifique et simple utilisation des jachères), malgré contrats de fumure, utilisation des résidus de récolte et culture attelée. Le bois demeurait une activité de cueillette.

L'organisation de la production se fait dans le cadre lignager (répartition des terres en grands champs/petits champs, de l'utilisation des intrants et de la force de travail, des produits de la récolte sous la responsabilité du chef de famille avec des rôles subordonnés des femmes et des cadets). La gestion du terroir villageois est assurée par le chef de village et ses conseillers. Les éleveurs ont des espaces pastoraux et leurs rapports avec les agriculteurs (notamment date de retour dans la zone agricole, échanges céréales/viande) sont relativement bien établis et bien respectés.

Pour une série de raisons bien connues, le modèle, relativement peu productif mais équilibré est entré en crise(s). Comme dit J. Giri, le Sahel est rentré dans l'époque de l'espace fini. Les longues jachères sont devenues impossibles, les sols s'épuisent, le surpâturage et la déforestation progressent, le coût des intrants augmente, les débouchés des produits d'exportation n'existent plus à des prix rémunérateurs... De même s'intensifient des conflits entre villages, des conflits entre agriculteurs et éleveurs ou entre migrants et populations autochtones. A l'intérieur de la famille, à la fois l'exode plus ou moins durable et les tensions entre hommes/femmes et aînés/cadets aboutissent à des "campagnes dévitalisées" (2), où les femmes deviennent l'essentiel de la force de travail, sans en avoir, en contrepartie, les responsabilités correspondantes.

---

(1) cf. nos analyses sur Grand Hinvi (Bénin) où en 25 ans on est passé d'une dizaine de spéculations à deux (palmier et maïs).

(2) cf. Gallais (J) dans *Asie-Afrique : greniers vides, greniers pleins* - Economica - 1986.

b. La crise de l'articulation entre secteur agricole et l'ensemble de l'économie.

Le modèle sous-jacent de l'époque coloniale et des années post-indépendance était l'extraction d'un surplus sur la paysannerie pour répondre aux autres besoins de l'économie (1) (industrialisation, fonctionnement de l'Etat, alimentation à bas prix des urbains, services sociaux là aussi favorables aux urbains...) Ceci était assuré à la fois par une politique de prix et par une politique d'encadrement (offices de commercialisation, appareils de vulgarisation, "coopératives"). Ce modèle peut fonctionner un certain temps quand il y a possibilité d'une certaine croissance extensive de l'agriculture, de l'élevage et de la forêt mais aboutit à la longue à un pillage sans renouvellement des ressources naturelles ("l'agriculture minière"), à une baisse de la production (2) et à une dévitalisation des campagnes dont l'exode est une des illustrations les plus visibles.

c. La crise urbaine. Malgré cette politique défavorable aux paysans, la ville ne se porte pas mieux. Crise des "services" comme l'eau, le logement, la santé, l'éducation, crise de la fonction publique qui n'arrive plus à payer ses fonctionnaires, crise de l'industrialisation et de plus en plus vie au jour le jour ou survie grâce aux réseaux de solidarité familiale et à "l'économie informelle" ou aux "petits métiers" mais aussi différenciation sociale accrue avec le comportement ostentatoire d'une minorité de privilégiés et d'étrangers. Les deux crises (paysanne et urbaine) sont du reste liées et s'entretiennent l'une l'autre (la crise paysanne favorise un exode trop rapide, la crise urbaine ne permet pas d'offrir des débouchés à l'agriculture, ce qui renforce la crise paysanne...).

d. La crise de l'articulation entre société nationale et système mondial. Inutile de rappeler ici l'évolution des termes de l'échange, les déficits des balances commerciales, l'endettement, la croissance des importations alimentaires...

---

(1) A noter l'exception du Niger après 1974 où l'uranium sert en partie à favoriser la paysannerie.

(2) Cf. au niveau micro-économique nos analyses de 1980 sur l'Office du Niger.

Le phénomène le plus inquiétant est la perte progressive de la maîtrise nationale dont les interventions du FMI et de la BIRD (les PAS (1)) sont les plus visibles mais aussi les aides pour équilibrer le budget de fonctionnement, les investissements entièrement financés par l'extérieur, l'absence d'innovations technologiques autonomes, l'acceptation d'un modèle culturel et vestimentaire (la friperie) importé...

e. A ces crises générales au niveau économique, on peut ajouter les crises politiques ("légitimité" de l'Etat, conflit dans le "bloc hégémonique", formes de domination sur les groupes sociaux dominés...) et les crises idéologiques ou culturelles (idée de nation contre régionalisme/ethnie, idée de développement ou de modernisation, laïcité/progrès de l'Islam "fondamentaliste", crise du modèle d'éducation à la fois dans l'inadaptation de son contenu et dans l'absence de débouchés...).

f. On peut enfin mentionner une crise spécifique qui nous intéresse directement, celle des formes d'intervention de l'Etat. A la fois celle des interventions de terrain (cf. les analyses sur les grands projets, en général coûteux et peu efficaces, qui ont surtout développé des appareils techniques qui ne sont reprenables par les Etats quand le financement extérieur s'arrête), celle des institutions économiques (offices de commercialisation, crédit agricole, circuits d'approvisionnement...), celle de la politique agricole et de la politique économique générales (celle-ci est ruinée par le haut du fait de sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur, et par le bas du fait de sa faible connaissance (cf. statistiques), et de sa faible emprise sur les milliers de producteurs indépendants.

3.3. A partir de ces analyses qu'il faut raffiner et spécifier (dans chaque pays, dans chaque région (2)), peut-on proposer des axes de sortie de crise ? Ceci devrait prendre deux aspects :

a. La critique détaillée et non caricaturale des propositions actuellement dominante (FMI/BIRD), de leurs applications et de leurs effets. Disons pour

---

(1) Plan d'ajustement structurel.

(2) A titre d'expérience personnelle, j'ai découvert cette année un Mali (1ère région), qui était très différent du Mali que je connaissais (Gao, Mopti, Office, Sikasso et bien sûr Bamako.)

simplifier que certains aspects me paraissent positifs (hausse des prix agricoles, plus grande possibilité d'actions pour la société civile par rapport à l'Etat), mais que l'ensemble reste marqué par une idéologie libérale (dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire placage d'un schéma simplificateur sur une réalité complexe) et une approche purement économique (non prise en compte des facteurs politiques et culturels).

Les recettes uniformes (dévaluation, réduction des subventions et de la fonction publique, encouragement à l'entreprise privée, ouverture à l'investissement étranger...) peuvent avoir, dans certains cas des aspects positifs mais le plus souvent les effets pervers (1), même au strict plan économique sont beaucoup plus importants : baisse de la production, déficit accru des finances publiques, plus grande dépendance vis-à-vis du marché mondial et des sources de financement (2). Il ne faut pas mythifier la vérité des prix du système mondial (eux-mêmes manipulés par les subventions, les spéculations et les rapports de force), ni croire que les entreprises privées (les syro-libanais, les grecs, les petits blancs, les multinationales, les gros commerçants africains...) ont des potentialités économiques considérables qui sont honteusement brimées, pour le moment, par un Etat tentaculaire, bureaucratique et corrompu.

b. Les propositions et l'expérimentation de scénarios alternatifs. L'analyse des crises actuelles et les programmes auxquels nous participons donnent les grandes lignes des solutions (là encore à préciser et spécifier) : nouveau modèle technique, autre articulation du secteur agricole, économie plus diversifiée, meilleure maîtrise des relations avec le système mondial. Ceci nécessite à la fois d'autres formes d'interventions de l'Etat, mais aussi d'autres rapports politiques (avec notamment un rôle accru de la paysannerie) et d'autres "représentations du monde".

---

(1) Par exemple une dévaluation est néfaste si les importations sont quasiment incompressibles et si les exportations ne peuvent être stimulées compte tenu de la structure de l'appareil productif et des débouchés du marché mondial.

(2) Cf. analyse du Ministère de la Coopération sur le PAS au Sénégal.

3.4. Pour en rester au niveau économique :

a. Le nouveau modèle technique devra restaurer, maintenir et améliorer l'écosystème (DRS/CES, reboisement...), être plus complexe (modèle agro/sylvo/pastoral), plus diversifié (plusieurs spéculations), être plus productif (productivité de la terre et du travail). En fait, il vaudrait mieux parler de plusieurs modèles techniques à proposer aux paysans, pour tenir compte de la diversité des situations paysannes.

Ceci ne sera possible qu'avec une autre organisation de la production (au niveau de la famille, pour l'"exploitation" agricole, au niveau du "village" pour le terroir villageois, au niveau de la petite région pour la gestion des points d'eau, des couloirs de transhumance, des forêts...), car la technique et l'organisation sociale sont étroitement liées.

b. Une nouvelle articulation secteur agricole/ensemble de l'économie comporte plusieurs lignes de travail :

- diversification des activités économiques en milieu rural, avec le développement des activités non agricoles (artisanat, transport, petites industries, services). Ceci nécessite des technologies adaptées mais aussi des mécanismes financiers permettant le réinvestissement du surplus agricole dans le milieu rural. Les coopératives d'épargne et crédit pourraient à cet égard jouer un rôle important (1).

- maîtrise accrue des paysans sur l'amont (approvisionnement et crédit agricole) et l'aval (commercialisation, transformation) de la production. Là aussi des coopératives, groupements, associations, gérées par les producteurs peuvent être utiles, surtout s'ils fonctionnent dans un système à la fois concurrentiel (avec le secteur privé), et organisé (prix d'achat minimum, stocks régulateurs, circuits témoins... )

- une politique de prix (permettant la reconquête du marché intérieur et l'incitation à la production) et d'orientation des financements (allant en priorité aux producteurs par rapport au fonctionnement des appareils de développement. )

---

(1) Cf. les expériences asiatiques (Chine, Inde, Indonésie) et pour les coopératives D. Gentil. Coopératives d'épargne et crédit et développement local, au séminaire de Lomé, repris dans la Revue des Etudes Coopératives n°14, 1985.

Là encore ceci nécessite une meilleure organisation des paysans et une meilleure représentation politique, entendue au sens large, du milieu paysan. On n'a sans doute pas assez souligné dans la "révolution verte" indienne qu'au delà du nouveau paquet technique (semences, engrais, irrigation), d'ailleurs limité à deux cultures, il y avait une politique de l'Etat favorable à la paysannerie (prix d'achat garanti, subventions importantes, crédit agricole, infrastructures, absence d'impôts...), elle-même "nécessaire" compte tenu du lobby important des notables ruraux, bien représentés au niveau de la vie politique régionale et nationale.

c. Une économie plus diversifiée. Une meilleure prise en compte du secteur agricole n'est pas suffisante. Les différents secteurs économiques s'appuient les uns les autres, s'offrant respectivement intrants et débouchés. Les réussites industrielles de la Corée et de Taïwan se sont appuyées sur des réformes agraires profondes et des agricultures performantes, alors que l'Algérie n'a développé que des enclaves industrielles. L'importance d'un marché intérieur apparaît de plus en plus comme un facteur décisif de l'exportation. On remet de plus en plus en cause les fausses alternatives agriculture ou industrie, exportation ou marché intérieur pour une approche plus intersectorielle.

d. Les rapports avec l'extérieur doivent être marqués par une maîtrise nationale accrue : protection sélective du marché intérieur (en évitant la sclérose de monopoles surprotégés), contrôle et orientation des aides extérieures, recours le plus limité possible à l'endettement, diversification des exportations, développement d'un marché interafricain (en jouant surtout sur les complémentarités forêt/Sahel), promotion des institutions interafricaines de recherche, de formation, de financement... pour dépasser le cadre limité des capacités nationales et pouvoir disposer de propres solutions ou technologies sans se laisser systématiquement imposer les solutions extérieures.

e. En ce qui concerne les formes d'intervention, il semble nécessaire d'éviter les effets de mode, de ne pas croire aux solutions miracles (grands projets puis petits projets, ONG, coopération avec les milieux professionnels ou la coopération décentralisée), d'abandonner les projets pour tout miser sur les politiques nationales et la création d'un environnement incitatif mais

là encore d'organiser la complexité en articulant politiques nationales (prenant en compte la contrainte extérieure et l'autonomie et les réactions de milliers de producteurs indépendants) et nouvelles interventions de terrain (projets ouverts avec pilotage et réorientation grâce au suivi/évaluation, projet recherche/développement, encadrement plus léger et de meilleur niveau travaillant avec des paysans organisés, vulgarisation à partir d'échanges paysans, formation/action...)

#### IV. QUELQUES CONSEQUENCES POUR L'IRAM

4.1. Ces solutions alternatives qui sont déjà connues et souvent expérimentées partiellement ont peut-être plus de chances de se réaliser maintenant alors que les crises actuelles montrent bien l'insuffisance des solutions anciennes ou du simple libéralisme. Elles exigent de nouvelles alliances et de nouveaux comportements entre la grande majorité de la paysannerie, certains cadres nationaux, certaines forces sociales et cadres des organismes de financement/coopération du Nord. Dans ce contexte, l'IRAM est bien sûr seulement une force marginale, mais qui s'inscrit dans un cadre et des choix assez clairs.

4.2. Choix des secteurs d'interventions. Nous essayons de travailler sur un certain nombre de noeuds centraux :

- nouveau modèle technique et organisation de la production avec les projets recherche/développement ;
- meilleure articulation du secteur agricole et promotion des organisations paysannes ;
- politique agricole tenant compte des contraintes extérieures et de l'existence de producteurs indépendants ;
- nouvelles formes d'interventions de terrain (projets ouverts, cogérés par des cadres peu nombreux et des paysans organisés) ;
- appui à un certain style de formation (cadres et paysans), à partir de l'analyse des situations, de l'invention de solutions, de maîtrise d'outils pour réaliser les actions, de réflexion sur les actions passées et non de transferts de connaissances.

#### 4.3. Choix d'un style de pratiques.

a. Dans chaque intervention, commencer par une représentation provisoire de la réalité la moins imparfaite possible :

- caractériser l'état du système, avec ses tendances longues (cf. Braudel) et sa conjoncture, en décomposant les divers niveaux (cf. Lacoste, de la parcelle au système mondial) et leurs articulations.

- caractériser les différents acteurs et leurs stratégies (les rapports entre acteurs, alliances, conflits, ignorances, compatibilités et la résultante de ces rapports).

Cette représentation sera affinée au fur et à mesure des investigations ou "révélée" au cours des actions/interventions.

Cette représentation est le fruit et la confrontation de plusieurs regards, celui des paysans, celui des cadres, celui d'un intervenant extérieur (qui apporte sa possibilité de recul, de comparaison mais aussi ses limites et ses projections).

b. Construire des scénarios avec les intéressés (paysans et cadres) à divers niveaux d'intervention ("exploitation", terroir, région, national) en facilitant les conditions d'émergence, de créativité ou de co-créativité, en mettant à disposition les informations disponibles sous une forme compréhensible.

c. Appui à la réalisation des actions projetées et corrections périodiques.

d. Evaluation des actions et capitalisation des expériences.

#### 4.4. Choix des acteurs.

Pour des raisons à la fois opérationnelles (les paysans étant des centres de décision, rien de durable ni dans le domaine technique ni dans le domaine organisationnel ne peut se faire sans prendre en compte leurs intérêts ; l'Etat étant un noeud incontournable, aucune intervention d'une certaine importance ne peut se faire sans l'accord ou la complicité de certaines fractions des appareils d'Etat) et politiques (appuyer la majorité de la population dans sa tentative pour survivre, s'organiser, se faire entendre), nous privilégions les solutions qui intéressent la plus grande partie des paysans et qui sont construites avec eux et avec certains cadres.

4.5. Pour en revenir aux théories, nous avons pris conscience des effets pervers de certaines théories ou de l'utilisation qui en avait été faite, mais nous ne renonçons pas à essayer de représenter le moins mal possible la complexité du réel, dans ses dynamiques et ses structures et d'appréhender à la fois les régularités et les spécificités. A l'heure actuelle, une des tâches urgentes est la compréhension des crises et l'imagination de scénarios de sorties de crise. Malgré certains aspects positifs, les solutions ne sont certainement pas à rechercher dans les propositions libérales qui en définitive recommandent de laisser faire les plus forts mais dans les mécanismes de maîtrises collectives, de compromis, de solidarités en faveur des groupes les plus importants de la population.

A N N E X E IV

REMARQUES COMPLEMENTAIRES POUR EN FINIR AVEC

LE "DEVELOPPEMENT" - Dominique GENTIL

REMARQUES COMPLEMENTAIRES POUR EN FINIR  
AVEC LE "DEVELOPPEMENT" - D. GENTIL

Il ne faut pas se méprendre, je ne cherche pas à participer à une nouvelle campagne idéologique de "liberté sans frontières", contre le Tiers Monde et les Tiers Mondistes. Quelles que soient les appellations, je continue à penser qu'il s'agit d'un des problèmes les plus importants de notre époque. Mais simplement, je suis de plus en plus persuadé que le couple de "concepts" développement/sous-développement n'est d'aucune utilité (sauf dans les rapports, lorsqu'on veut rester dans le flou).

I. L'INUTILITE DES CONCEPTS DE DEVELOPPEMENT ET SOUS-DEVELOPPEMENT

Je cite souvent l'étude qui a dénombré plus de 3 000 définitions du "développement". Si personne n'est d'accord sur ce que cela signifie, il s'agit donc d'un pseudo-concept ou concept projectif (où chacun projette ses propres opinions) et ceci ne nous avance guère dans les analyses.

Une nouvelle illustration nous en est donnée dans le dernier livre de synthèse de G. GRELLET(1) que Guichaoua dit qu'il est attendu depuis 10 ans. Livre universitaire bien classique, où l'objectivité conduit à se tenir soigneusement à égale distance, au moins apparemment, du libéralisme pur et du marxisme dur et où toute position présentée est accompagnée d'autant d'avantages que d'inconvénients. Il y a aussi beaucoup de descriptions et d'études de cas, malheureusement rapidement traitées et une sous-estimation du rôle de l'agriculture, avec quelques clichés habituels, sur l'agriculture traditionnelle et archaïque.

---

(1) GRELLET (G) : Structures et stratégies du développement économique.  
PUF - Collection Themis - Juin 1986, 451 pages.

Là n'est pas mon propos. Ce qui m'intéresse est la présentation du développement et du sous-développement dans cet ouvrage de référence. Le développement est défini "comme le processus par lequel une société parvient à satisfaire les besoins qu'elle considère comme fondamentaux. Cette définition permet de souligner deux points essentiels : le développement est un processus et il ne peut se juger que par rapport à certaines valeurs". (page 29)

Or, d'après Grellet, le Tiers Monde est mal parti essentiellement pour deux raisons : l'absence de régime démocratique et l'absence de concurrence pure et parfaite.

"Ce problème (mesurer le niveau de satisfaction ou d'insatisfaction par rapport aux valeurs) renvoie en fait à une question essentielle bien que souvent mise entre parenthèses : qui décide des valeurs à atteindre pour le développement ?

Certes, l'on peut imaginer que chacun des citoyens exprime ses préférences, soit par l'intermédiaire d'institutions politiques démocratiques, soit par le libre fonctionnement des marchés. Or, force est de constater qu'aucun pays du Tiers Monde ne réalise aujourd'hui l'une de ces conditions". (page 31)

Grellet constate donc l'importance des régimes autoritaires et la faiblesse des régimes démocratiques. D'où "dans aucun pays les décisions économiques importantes ne pouvaient être considérées comme réellement soumises au contrôle de la population"...

"D'autre part nous verrons que de larges pans des économies du Tiers Monde échappent aux lois de la concurrence pure et parfaite, de sorte que les quantités produites sont loin de toujours refléter les préférences des consommateurs". (page 31)

Comme, en tant que citoyens de pays "développés" et "démocratiques", nous savons bien que nous ne vivons pas en régime de concurrence pure et parfaite, et que nous ne contrôlons pas les décisions économiques impor-

tantes, on voit bien que la définition proposée du développement n'a pas de pouvoir discriminatoire et qu'elle s'applique aussi bien aux Tiers Mondes qu'aux pays développés.

Même flou dans le concept de sous-développement. "Sans chercher une définition du sous-développement, l'on peut constater qu'existe un vaste ensemble de pays qui possèdent plusieurs des caractéristiques suivantes... Soulignons ici que tous les pays du Tiers Monde ne satisfont pas à l'ensemble de ces critères" (pages 32-33). D'où on se rabat, comme en 1960, sur les fameux "indicateurs de développement" (pages 34 à 45), le PNB, les indicateurs sociaux (espérance de vie, nombre de calories, niveaux d'alphabétisation) et les indicateurs de structures (inarticulation et dépendance), tout en soulignant bien sur leurs insuffisances. Et en croisant ces indicateurs dont on a souligné l'imperfection on arrive à une typologie et le tour est joué.

Pour aggraver son cas, Grellet va isoler les problèmes économiques, tout en le regrettant bien sûr. "Sans doute plus grave est la faible place accordée aux aspects non économiques du développement - culturels, sociologiques et politiques. La discussion de leur rôle et de leur spécificité aurait en effet nécessité de longs développements, incompatibles avec les dimensions réduites de ce manuel. Ils ne sont que mentionnés au chapitre 8 (1), mais nous leur consacrerons un prochain ouvrage" (page 20).

## II. NE SERAIT-IL PAS PLUS SIMPLE DE PARTIR DU CONCEPT D'INEGALITE ?

L'inégalité correspond bien à une approche intuitive et empirique, constatée par tous d'une manière indiscutable. Elle peut être saisie par de multiples indicateurs, dont les indicateurs classiques, avec toutes les précautions d'usage. Mais il faut toujours avoir en tête qu'il s'agit là de simples indicateurs.

Ce qu'il faut atteindre, c'est la compréhension des mécanismes expliquant l'inégalité (son origine, son développement, sa réduction éventuelle, ses

---

(1) Et selon moi, traités d'une manière très conventionnelle : le climat, le facteur religieux et la mobilité sociale (pages 160 à 166).

éventuels effets positifs) ou, sous une autre forme, comment la diversité, inhérente à notre espèce comme le montre les biologistes, se transforme en inégalité.

Plus précisément les théories de l'inégalité doivent nous éclairer sur les questions suivantes :

2.1. Comment s'est instauré, en gros à la fin du 18<sup>e</sup> et au début du 19<sup>e</sup> siècle, l'inégalité entre les nations. Au temps de Louis XIV, l'Empire Ottoman, la Chine, l'Inde ou les Etats Africains étaient considérés avant tout comme différents, avec des niveaux techniques ou d'organisations sociales diverses certes mais sans supériorité décisive. Comment s'est opérée cette rupture ?

Beaucoup d'études ont été réalisées sur ce point. La réponse la plus convaincante est la conjonction de multiples facteurs : révolutions techniques industrielles et agricoles, organisation de la production, rapports entre les classes sociales, régimes politiques, cultures...

2.2. Quels sont les mécanismes de l'inégalité cumulative, l'effet Mathieu des économistes (1). Là encore on dispose de nombreuses analyses sur les mécanismes d'accumulation, d'extraction du surplus, de blocage de la croissance, depuis la traite des Noirs jusqu'à l'échange inégal, l'analyse des cercles vertueux et vicieux.

2.3. Est-ce que l'inégalité a des effets positifs ? C'est bien sûr la version des dominants, qui y voient la source d'innovations et de dynamismes. Mais on connaît aussi ses effets négatifs sur l'étroitesse des marchés, les tensions sociales et les gaspillages de ressources humaines.

2.4. Comment se redistribue l'inégalité ou comment l'inégalité n'est pas une fatalité. Il faut étudier comment les anciennes puissances (Angleterre) entrent en régression et quels sont les mécanismes et les conjonctures qui permettent à certains d'émerger (le Japon anciennement, les NPI maintenant) et d'assurer ainsi une certaine redistribution des cartes.

---

(1) cf. la parabole des talents dans l'Evangile de St Mathieu.

Il me semble qu'il y a là un ensemble cohérent de problèmes, sur lesquels il y a déjà de nombreuses réponses, qui restent toujours à approfondir et à actualiser.

### III. QUELQUES CONSEQUENCES PRATIQUES

3.1. En plaçant l'inégalité au centre de l'analyse économique (comme l'avait déjà fait partiellement PERROUX), on s'aperçoit que la plupart des concepts et des théories de l'économie classique sont inadéquates ou ont des champs d'application limités (1) : le marché libre, la concurrence parfaite, le libre choix du consommateur ou du travailleur à la recherche d'un emploi, les avantages comparatifs... D'où le sentiment d'irréalité devant la plupart des modèles économiques, et leur faible opérationnalité.

3.2. Une autre lacune de l'économie est de vouloir isoler le niveau économique des autres réalités sociales, et même en entendant souvent les mécanismes économiques au sens étroit, c'est-à-dire en portant son attention sur les productions, les flux de marchandises, les flux monétaires, beaucoup plus que sur la compréhension des acteurs sociaux (producteurs, commerçants, Etat, multinationales...) et l'organisation de la production, la conquête des débouchés, les luttes pour une meilleure répartition. Si on s'intéresse aux agents économiques, c'est pour les transformer en abstraction.

Par exemple Grellet résume ainsi la théorie classique du travail (en montrant que ses hypothèses ne sont pas applicables au Tiers Monde) :

"La courbe classique de l'offre de travail est fondée sur le choix des demandeurs d'emploi entre le travail et le loisir. A l'équilibre pour toute personne employée l'utilité du salaire réel doit être égale à la désutilité marginale du travail. Quand à la courbe de demande du travail elle est fondée sur le choix des offreurs d'emploi, qui en situation de concurrence pure et parfaite, cherchent à égaliser le salaire réel et le produit marginal du travail" (page 338).

---

(1) Si on prend la représentation tripartite de Braudel, ils sont valables pour le secteur intermédiaire du marché mais non pour la "civilisation matérielle" et pour le "capitalisme".

Cette autonomisation de l'économie, déjà préjudiciable dans tous les cas de figure, l'est encore plus dans les sociétés où les rapports dominants (parenté, religion, politique) fonctionnent aussi comme rapports de production (1).

Comprendre la société nécessite une approche globale, même si par commodité ou limitation de nos connaissances, on privilégie un axe de vision. Je crois qu'il faut partager l'ambition de Braudel, "la conception d'une histoire globale, c'est-à-dire une histoire gonflée par toutes les sciences de l'homme. Il ne s'agit pas seulement d'en choisir une et de se marier avec elle, mais de vivre en concubinage avec toutes les sciences de l'homme" (2).

3.3. Donc, sans revenir sur le texte précédent, essayer d'avoir une représentation globalisante en termes d'acteurs et de systèmes.

- Définir les acteurs, les centres de décision, les classes sociales (même si cela est démodé, elles existent toujours et peuvent être repérées au niveau économique, politique et idéologique). Comprendre leurs stratégies, leurs alliances/conflits/compromis/compatibilités, les effets de leurs stratégies sur l'ensemble du système ou de certains sous systèmes.
- Définir le système, sa configuration à différents niveaux, ses dynamiques... Des éléments intéressants peuvent être trouvés notamment chez Michalet (3) et ses réflexions sur le passage de l'économie internationale à l'économie mondiale (avec la délocalisation des facteurs de production, les flux monétaires et les multinationales) qui oblige à changer de paradigme.
- Toujours maintenir un va et vient entre acteurs et systèmes.

3.4. Terminons par une dernière remarque. Le grand problème est qu'on est obligé pour comprendre de décrire une situation à un moment donné, en arrêtant le mouvement. Il faut toujours être conscient qu'il s'agit uniquement

---

(1) Cf. Godelier - L'idée et le matériel - Fayard - 1984

(2) Une leçon d'histoire de Fernand Braudel - Chateaufvallon - Octobre 1985. Arthaud - Flammarion - 1986 - 256 pages (page 162).

(3) Le village planétaire dans "Une économie mondiale" - Hachette - 1985.

d'une construction intellectuelle puisque la réalité, c'est ce qui bouge, ce sont les mécanismes de transformation perpétuelle même si les histoires ont des rythmes et des temps multiples.

La musique est peut être la meilleure analogie pour représenter le monde : un mouvement perpétuel mais à partir de transformations de formes musicales, de développement des thèmes, d'harmonies comme conjonction de diversité (et pas d'inégalité) de chaque instrument.

Ceci permet de souligner la totale inadaptation de la représentation souvent utilisée dans les théories ou les thèses du couple tradition/modernité. Ou bien on crée une fausse opposition en déformant la réalité avec une tradition présentée comme statique (et souvent archaïque) et une modernité qui n'est que mouvement libre de tout passé ou bien on ne fait qu'énoncer une évidence valable pour toute situation et toute nation, c'est-à-dire que le changement repose toujours sur l'histoire passée. La vraie question est l'explication des différences de rythme.

En conclusion, les théories du "développement" doivent être reconstruites à partir d'un ensemble de concepts : inégalité, acteurs, systèmes, dynamiques.

A N N E X E V

A PROPOS DES THEORIES SUR LE DEVELOPPEMENT - André MARTY

## A PROPOS DES THEORIES SUR LE DEVELOPPEMENT

André MARTY - Septembre 1986

Le but poursuivi est de tenter un bilan rapide des idées et des théories qui ont passablement marqué nos itinéraires et d'esquisser les orientations qui nous paraissent désormais les plus importantes. En lisant les premiers documents élaborés pour cette session, j'ai conscience que bien des thèmes nous sont communs et y ont déjà été bel et bien exposés. Aussi les pages qui suivent ne cherchent-elles pas tellement à apporter du nouveau (hormis quelques compléments) ou à me démarquer mais plutôt, et tout simplement, à expliciter la manière, personnelle, d'aborder le sujet.

Je commencerai par dire ce que je ressens vis-à-vis des grands courants théoriques qui m'ont le plus imprégné depuis la fin des années 60. Je voudrais ensuite tenter d'exprimer nos besoins actuels en théorie avant de terminer par une brève présentation des outils conceptuels qui me paraissent présentement parmi les plus porteurs.

### I. LES THEORIES, LEUR NECESSITE ET LEURS LIMITES

Pour les deux dernières décennies, je retiens deux grands courants de pensée qui constituent le fond du décor : celui de la modernisation et celui de la dépendance. Sur le devant de la scène et plus proches en quelque sorte des praticiens de projets, je retiendrai deux écoles ou deux approches qui, je crois, ont marqué beaucoup d'entre nous : l'anthropologie économique et le systémisme.

#### LES THEORIES DE LA MODERNISATION (dont le libéralisme)

Ces théories mettent généralement l'accent sur les blocages internes des sociétés alors que les théories de la dépendance attribuent le sous-développement

à la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Il me semble que les facteurs explicatifs sont bien sûr de nature externe (la domination) mais aussi de nature interne. Mais au-delà de ce constat, on ne peut que continuer à être réservé par rapport à des idées qui cherchent seulement à promouvoir le libre-échange (marchand) au profit du secteur modernisé et des nouveaux dominants, au détriment du secteur dit traditionnel, et qui identifient généralement la marche vers le progrès à un simple rattrapage des modèles typiquement occidentaux.

On sait que ces théories ne manquent pas de supporter pour les remettre toujours à neuf et pour imprégner, aujourd'hui plus que jamais, les grands décideurs du développement capitaliste.

LES THEORIES DE LA DEPENDANCE insistent avec raison sur la domination externe mais ont tendance à minimiser les facteurs internes aux sociétés concernées. Le concept de rupture avec l'ordre dominant est central mais il s'allie avec une vision idéalisée de l'Etat comme moteur d'une économie planifiée. Les quelques exemples où la "rupture" s'est opérée ne s'avèrent guère être des succès et la réflexion sur l'Etat relève plus du commentaire des textes fondateurs que de l'analyse émergeant des réalités actuelles. De ce fait, les théories de la dépendance élaborées pour lutter contre le capital sont récupérées généralement par les bourgeoisies nationales en voie de constitution au même titre que les appareils dits d'intérêt public servent à sceller l'alliance des agents de l'Etat avec les commerçants.

Et ce décalage entre le discours (apparemment progressiste) et la réalité est à l'origine des désillusions des couches populaires et notamment rurales. La ligne officiellement pure et dure s'exécute dans l'ambiguïté permanente et le bluff. Le dogmatisme engendre le désenchantement et... le marché parallèle. Dans un tel contexte les organisations coopératives sont facilement piégées. La théorie est en porte-à-faux.

Ces deux grands courants se partagent donc la toile de fond du champ théorique. Le premier se déclare d'emblée pragmatique, le second est loin de réaliser ce qu'il dit. Aussi les conséquences de part et d'autre ne sont pas si différentes en définitive puisque partout un processus de destructuration-restructuration sociale se produit, bénéficiant à des minorités privilégiées sur le dos du grand nombre.

De façon plus pratique, mais non sans liaison avec ces deux grands courants, nous sommes nombreux à avoir été influencés par deux démarches successives : celle de l'anthropologie économique d'inspiration marxiste et celle du systématisme. Rappelons, au passage qu'à l'intérieur de chacune, les variantes sont nombreuses. Je ne ferai que me confiner à l'analyse de celles que j'ai fréquentées.

Je pense que l'anthropologie économique nous a été très utile pour percevoir les logiques des sociétés rurales. Par son ancrage résolument économique, elle est allée beaucoup plus loin que l'ethnologie classique qui se contentait souvent d'étudier la parenté et les comportements. Grâce à elle, nous avons mieux perçu la différence entre ces sociétés et celles auxquelles nous appartenons.

Cependant, cette approche m'apparaît avec le recul, trop simplificatrice. Beaucoup de ses auteurs n'ont-ils pas insisté sur l'unicité du principe explicatif de base qui devait amener à un échaffaudage théorique particulièrement élaboré ? Je me rappelle ici des tentatives d'imitation des auteurs de l'époque en vue de caractériser les modes de production en présence, leur articulation, etc... tentatives qui n'ont guère débouché pour moi : incompetence ? inadaptation opératoire des outils ?

Ce que je sais, c'est que je ne suis jamais arrivé à faire le lien entre cette approche que je trouvais particulièrement séduisante et les actions concrètes que j'avais à mener avec les ruraux. En réalité, cette école était très marquée par le structuralisme : les structures importaient plus que les aspirations des hommes concrets. Mis en situation de catalyser les besoins et de rechercher des solutions, ce type d'approche s'est avéré de fait assez inopérant.

Son mérite est d'avoir redonné toute son importance aux structures économiques de la production et de la circulation des biens en distinguant les formes non marchandes et marchandes. Mais les autres dimensions (l'écologie, la politique, le culturel...) n'étaient pas véritablement intégrées. La relation à l'Etat était particulièrement faible. Un tel réductionnisme économique ne permettait pas de rendre compte de la globalité complexe du réel et ne facilitait guère le travail de praticien de projet.

C'est cette carence que l'approche système permet de résoudre en constituant un utile aide-mémoire de tous les aspects d'une situation donnée. En mettant le cap sur l'inventaire de tous les éléments constitutifs, elle représente un précieux antidote contre toute tentation simplificatrice. Elle est l'heureuse irruption du pluriel dans la recherche des causes explicatives, face au paradigme du facteur unique "en dernière instance".

Elle offre l'avantage de mettre en garde contre l'oubli d'éléments mais elle ne donne aucunement, à la différence de la précédente, une interprétation du devenir. Elle a du mal notamment à rendre compte, au sein des ensembles étudiés, de la hiérarchisation des facteurs, autrement que d'une façon statistique. Elle est aussi souvent plus apte à la synchronie qu'à la diachronie.

Et peut-être surtout sa tendance principale est de pousser à l'affinement continu de la connaissance des données et non à leur transformation. Du point de vue des réalisations concrètes, il n'est pas rare que la montagne chercheuse n'accouche que d'une souris (cf. session IRAM 1984).

Pour terminer ce bref rappel, je noterai les points suivants :

- La théorie en tant que corps le plus cohérent possible d'hypothèses est indispensable pour connaître et interpréter un milieu et pour agir sur lui.
- Mais toute théorie, du moins dans le domaine des sciences sociales, a ses limites et ses faits qu'elle ne parvient pas à intégrer sauf si on consent à les tordre impunément.
- C'est la reconnaissance des limites qui seule peut faire avancer la recherche, la formulation théorique ainsi que l'adaptation des programmes d'intervention.
- La lutte contre le sous-développement se heurte à des blocages externes mais aussi internes aux sociétés rurales.
- Il est pertinent de relever tous les phénomènes de différents ordres qui affectent l'état d'un milieu rural, à un moment donné, mais il convient également d'identifier l'importance relative de chacun d'entre eux si on veut définir des priorités d'action. Il faut avoir surtout une vision d'ensemble du devenir historique.

## II. NOS BESOINS EN THEORIE AUJOURD'HUI

### 1. "Du solide... provisoire"

Le bref rappel des théories qui vient d'être opéré confirme l'idée que chaque corps d'hypothèses ne peut revêtir qu'une vue partielle (ne pouvant tout embrasser à la fois), partielle (élaborée par un individu ou un groupe déterminé) et provisoire (appelée tôt ou tard à être dépassée par les événements). Et cependant on ne peut s'en priver : on a besoin d'hypothèses pour avancer, à la manière d'un éclairage dans la nuit.

Mais il faut que cet éclairage soit réel, efficace, offrant une certaine garantie et faisant preuve de solidité.

"Solide et provisoire" : tels étaient les deux qualificatifs, que donnait récemment Georges Dumézil à propos de son oeuvre sur les mythes indo-européens. Je suis pour ma part persuadé que c'est là la contradiction à laquelle nous sommes confrontés et nous n'avons pas le loisir de nous y soustraire si nous voulons relever le défi de la praxis.

### 2. Retrouver la praxis en tenant les deux bouts de la chaîne :

- être capable d'appréhender au maximum la complexité des situations (synchronie et diachronie) en alliant le dialogue des échelles d'espace et de temps et en confrontant des méthodes d'approches différentes.
- être capable d'embrayer sur l'action et de la mener tout au long de son parcours tout en l'analysant.

Il s'agit donc d'un réel effort de connaissance mais aussi de passage à l'action. Celle-ci est le meilleur test de validité de notre connaissance, et le vérificateur de nos hypothèses mais aussi la source de nouvelles investigations.

Les paysans n'attendent pas des études mais des actions préalablement préparées avec eux et qui servent leurs intérêts. L'observateur n'est pas hors du champ. Il est impliqué qu'il le veuille ou non, ce qui lui enlève toute prétention à l'objectivité totale ou à la neutralité.

3. Un processus d'élaboration théorique appropriable par nos partenaires directs (cadres et paysans).

Notre effort de rationalisation doit pouvoir servir les gens avec qui nous travaillons. Cela suppose que nos insertions professionnelles contribuent à promouvoir la recherche et la conceptualisation des situations par les groupes avec qui nous avons passé une alliance de fait : une prise de conscience d'eux-mêmes, de leurs obstacles, de leurs potentialités, dans le langage qui est le leur, n'est-elle pas l'objectif à poursuivre ?

Il ne suffit donc pas que nous capitalisions intellectuellement pour nous-mêmes : l'important est que les acteurs des projets dans lesquels nous sommes impliqués puissent tirer parti au maximum de leurs échecs, de leurs réussites, à travers, entre autres, les analyses que nous sommes en mesure de leur soumettre en tant que partenaires.

Ce faisant, c'est peu à peu la conscience critique du développement que nous aurons à approfondir en croisant nos propres commentaires avec les leurs. Lorsque la critique obtient droit de cité dans un projet et parvient à s'y déployer de façon non vihiliste et démobilisatrice un seuil qualitatif est franchi.

4. Comment ça change ?

Telle me paraît être aujourd'hui la question la plus pertinente dans les situations de crise auxquelles nous sommes confrontés. Et non pas : comment ça se reproduit ?

La question au Sahel en particulier n'est pas nécessairement de chercher à reproduire les anciens systèmes de production, mais d'inventer ceux qui permettent de sortir de la crise.

Certes, il importe de savoir comment s'opère la reproduction des structures en place afin de mieux saisir l'ampleur du défi à relever. Mais on ne peut pas en rester là et l'objectif de l'analyse doit consister à déceler les germes du changement et les esquisses, mêmes maladroites, de sortie de crise.

Au fond, le travail théorique ne m'intéresse que s'il contribue à consolider l'espoir des groupes humains avec qui nous sommes liés. A quoi sert-il dans le cas contraire ?

En continuant à mettre l'accent sur les seules structures en place, nous nous empêchons peut-être de comprendre et d'appuyer le changement indispensable et les acteurs qui en sont porteurs.

Il y a quelques années, la littérature théorique en vogue consistait sur la reproduction des structures et la force de l'instituée. Nous ne pouvons aucunement oublier la leçon mais nous avons aussi à réaliser que ce type de structuralisme finit à la longue par nier l'histoire et le sujet instituant tout en continuant l'ordre des choses. Aujourd'hui, de nombreux auteurs nous confirment qu'il est temps de donner toute son importance au "retour de l'acteur" (titre d'un livre d'A. Touraine, 1984).

Si ce qui vient d'être dit est correct, cela nous conduit à nous fixer de nouvelles priorités : il ne suffit plus d'insister sur la logique et la rationalité des systèmes paysans s'ils sont condamnés mais de travailler, théoriquement et pratiquement, en étroite liaison avec les intéressés, à la mise au point de systèmes de production aptes à surmonter la crise.

### III. QUELS CONCEPTS PRIVILEGIER

Quels sont les outils qui devraient nous permettre de charpenter au mieux non pas tellement le modèle théorique que nous recherchons mais le processus de sa mise en forme ?

Reconnaissons d'emblée que nous en sommes encore à tâtonner mais déjà les premiers documents de la session apportent des éléments intéressants.

Je donne ici mes préférences ; il s'agit le plus souvent de concepts couplés.

#### 1. La crise et la sortie de crise

- La définition de la crise fournie par E. Morin (Sociologie 1984, pp. 139-153) m'apparaît des plus pertinentes : un moment crucial de décision, de destruction et de création. C'est un temps ambigu mais c'est le temps privilégié des alternatives et des choix à faire dont les uns s'avèreront heureux et d'autres catastrophiques. Il ne s'agit pas seulement d'un temps "où tout va mal" ni d'un temps "révélateur" de ce qui était caché en temps ordinaire mais aussi d'un temps de gestation des changements et donc d'une nouvelle redistri-

bution de la différenciation sociale à l'intérieur de la paysannerie et à l'extérieur.

- Plus importants encore pour nous sont les scénarios de sortie de crise, les alternatives que nous avons à déceler à partir de ce qui se passe et de ce qui mûrit en profondeur en relation avec l'environnement. Scénarios de retour au passé, scénarios-impasses, scénarios apparemment porteurs : le circuit est sans aucun doute périlleux mais il l'est encore plus pour les paysans que pour nous...

- Réactions paysannes et stratégies logiques des intervenants. L'observation fine des diverses manières dont les ruraux réagissent à la crise est probablement un des meilleurs points de départ.

Mais il faut toujours mettre ces réactions en relation avec les logiques ou stratégies des appareils avec lesquels ils sont obligés de composer : Etat, marché, organisations financières, institutions diverses, etc.

- Contraintes et marges de manoeuvre. L'ensemble des contraintes externes et internes laisse-t-il place pour l'initiative ? Comment se présentent exactement les "points de résistance..." L'autre terme, dans les relations de pouvoir" (M. Foucault) ?

Existe-t-il des espaces d'autonomie réels ou possibles pour permettre des avancées ? Comment sont-ils valorisés au juste ?

- Innovation technique et organisation sociale. Les solutions recherchées ont un contenu à la fois technique et social reproduisant ou modifiant en conséquence les systèmes en vigueur ainsi que les acteurs sociaux.

## 2. Le système et les acteurs

Je n'insisterai pas sur ce couple de concepts, D. Gentil l'ayant déjà fait. Je pense effectivement qu'en les associant on pourra éviter certains excès : l'appréhension du système devrait nous garder d'un certain activisme ou idéalisme, celle des acteurs devrait au moins nous rappeler le rôle des hommes dans la mise en place, la reproduction et le changement des structures. L'ensemble a le mérite de nous aider à mieux cerner les forces de continuité et celles de rupture.

Ceci nous conduit au concept de rapport de forces que je trouve le plus riche et le plus central, mais aussi le plus difficile à définir. Peut-être pour y arriver faudrait-il passer au peigne fin toutes ces notions qui contribuent à préciser la différenciation sociale ?

- La différence, laquelle peut être d'ordre naturel, biologique (sexe, âge), sociologique (ethnie, mode de vie -sédentaire, nomade-, socio-professionnel, etc...) La différence crée la condition de possibilité de la complémentarité ou de la concurrence/opposition.

- L'inégalité : l'important, à mon avis, est de situer ce terme avec précision par rapport au précédent et par rapport au suivant. Notons au passage son utilité pour caractériser la non-égalité sur le plan des quantités mais aussi sur le plan des statuts des individus ou des groupes. Il n'implique pas nécessairement l'opposition des intérêts.

- L'exploitation (ou extorsion) : le contenu est purement socio-économique. Mais comment précisément les différences et les inégalités sont-elles manipulées ?

- Le surplus : n'est-ce pas autour de son accaparement que se joue en définitive le rapport de forces ?

N.B. : Je partage l'opinion de D. Gentil sur l'inutilité des concepts de développement et sous-développement, sur le plan théorique.

### 3. L'écart entre la théorie et les faits.

Il me semble désormais que si nous sommes conscients des limites de tout schéma théorique, nous avons à intégrer dans le travail d'élaboration théorique la question des écarts ou celle des faits qui ne correspondent pas à nos formulations nécessairement partielles, partiales et provisoires : leur inventaire mais aussi l'explication de leur non correspondance.

Cela présente au moins trois avantages :

C'est d'abord une garantie de prudence et de modestie par rapport à notre ambition de vouloir comprendre tout le mouvement du réel. Nous savons aussi d'avance que l'entreprise reste difficile et que les dérapages déductifs sont des plus aisés.

C'est aussi le moteur de notre recherche. La conscience du décalage ou de la distance avec les faits dont nous voulons rendre compte nous oblige à refuser tout confort dans la théorie. Celle-ci, nous le savons mieux, reste toujours à affiner sinon à reprendre.

Cette confirmation des limites de la théorie, de la nôtre et celle des autres, ne peut enfin que nous aider à rejoindre le champ de la conscience critique vis-à-vis des adhésions faciles ou des certitudes établies autour du "pseudo-concept de développement".